

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
N° DE COUR : 500-11-022070-037

COUR SUPÉRIEURE

(Siégeant à titre de tribunal désigné en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*)

DANS L'AFFAIRE DU PLAN
D'ARRANGEMENT DE :

Les Boutiques San Francisco Incorporées, Les Ailes de la Mode Incorporées et Les Éditions San Francisco Incorporées, sociétés dûment constituées selon les lois canadiennes, ayant leur principale place d'affaires au :

50 rue de Lauzon
Boucherville QC J4B 1E6

Débitrices

– et –

RICHTER & ASSOCIÉS INC.

Contrôleur

**SIXIÈME RAPPORT DU CONTRÔLEUR DESIGNÉ
SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DES DÉBITRICES
(Le 22 avril 2004)**

I. INTRODUCTION

1. Le 17 décembre 2003, Les Boutiques San Francisco Incorporées (« BSF »), Les Ailes de la Mode Incorporées (« Les Ailes ») et Les Éditions San Francisco Incorporées (« Éditions ») (ci-après collectivement appelées les « Débitrices ») ont déposé à la Cour supérieure du Québec une requête visant l'émission d'une ordonnance initiale conformément aux dispositions de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (ci-après appelée « LACC »). Le même jour, l'Honorable Clément Gascon a émis une ordonnance initiale (ci-après appelée « Ordonnance Initiale ») nommant *inter alia* Richter & Associés Inc. à titre de contrôleur (ci-après appelée « Contrôleur »);
2. Le 15 janvier 2004, les Débitrices ont déposé une requête pour obtenir une prorogation de délai pour déposer le Plan d'Arrangement et le même jour, l'Honorable Clément Gascon a rendu une ordonnance prolongeant l'Ordonnance Initiale jusqu'au 16 mars 2004. Cette ordonnance (ci-après appelée « l'Ordonnance Initiale Modifiée ») inclut des conclusions qui n'apparaissent pas à l'Ordonnance Initiale;
3. Le 16 mars 2004, les Débitrices ont déposé une requête pour obtenir une prorogation de délai pour déposer le Plan d'Arrangement et le même jour, l'Honorable Clément Gascon a rendu une ordonnance prolongeant l'Ordonnance Initiale Modifiée jusqu'au 23 avril 2004;
4. À moins d'indication contraire, les montants apparaissant au présent rapport sont exprimés en dollars canadiens;

5. Le sixième rapport du Contrôleur vise à informer la Cour et lui faire rapport de ce qui suit :

- Activités du Contrôleur;
- Requêtes pendantes;
- Opérations;
- Flux monétaires;
- Obligations post-Ordonnance de Les Ailes à BSF;
- Autres obligations post-Ordonnance;
- Obligations des administrateurs;
- Créances antérieures à l'Ordonnance Initiale;
- Mise en place du plan de restructuration;
- Échéancier et implantation du Plan d'Arrangement;
- Requête pour extension de délais;
- Conclusion et recommandation;

6. Nous devons toutefois prévenir la Cour que le Contrôleur n'a pas effectué d'enquête ou de vérification des livres et registres des Débitrices et, par conséquent, il ne peut émettre d'opinion en ce qui a trait à l'exactitude ou au caractère exhaustif de l'information contenue au présent rapport. Les renseignements faisant l'objet du présent rapport proviennent des livres et registres mis à la disposition du Contrôleur et de discussions avec les dirigeants des Débitrices;

II. ACTIVITÉS DU CONTRÔLEUR

7. Immédiatement après l'émission de l'Ordonnance du 16 mars 2004, celle-ci et sa traduction en français ont été rendues disponibles sur le site Internet du Contrôleur au www.richter.ca;

8. Le 26 mars 2004, le Contrôleur a fait parvenir à tous les créanciers connus des Débitrices ayant une réclamation de plus de 250 \$ une copie de l'Ordonnance rendue le 16 mars 2004 ainsi que sa traduction française. Cet avis a également été envoyé aux détenteurs de débentures, soit aux quelques 1 200 personnes apparaissant au registre des débentures maintenu par la Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée (*Canadian Depository for Securities Limited*);

9. Les Débitrices ont offert toute leur coopération au Contrôleur et ce dernier a eu plein accès à leurs locaux de même qu'à leurs livres et registres. Le Contrôleur a mis en place des procédés afin d'assurer la surveillance hebdomadaire des recettes et débours telle que prévue par la LACC et les Débitrices remettent au Contrôleur, sur une base hebdomadaire, une comparaison et une analyse d'écart entre les résultats réels et les projections d'encaisse déposées par les Débitrices dans le cadre des procédures entreprises en vertu de la LACC;

10. Le Contrôleur assiste les dirigeants des Débitrices et participe aux rencontres du comité de gestion où les dirigeants des Débitrices s'enquient des progrès accomplis par chacun et élaborent les mesures correctives à être apportées;

11. Le Contrôleur a été impliqué avec M. Gaétan Frigon, CRO et les autres dirigeants des Débitrices dans l'implantation du plan de redressement, en particulier, quant à la recherche de financement d'opération;
12. Le Contrôleur a été très impliqué avec les membres du comité spécial pour l'assister dans la recherche d'investisseurs et/ou d'acheteurs tel que plus amplement décrit plus loin dans ce rapport;

III. REQUÊTES PENDANTES

13. Le 12 mars 2004, Claudel Lingerie Inc. et Vanessa Lingerie Ltée (les « Requérantes »), signifiaient une « Requête afin que soit déclaré le droit de propriété des créancières et à ordonner la remise des sommes qui sont la propriété des créancières ». Par cette requête, les Requérantes cherchent à obtenir paiement de la somme de 108 260,24 \$ des Débitrices pour des marchandises prétendument en consignation. Les Débitrices et le Contrôleur contestent cette demande;
14. Le 23 mars 2004, Place Rosemère Inc. (la « Requérante ») signifiait une « Requête en réclamation d'arrérages de loyer » afin de récupérer une somme de 87 283,68 \$ prétendument due par Les Boutiques San Francisco Incorporées en vertu d'un bail relativement à un centre commercial situé dans la ville de Rosemère, province de Québec. Cette réclamation est contestée par les Débitrices;
15. Le 17 mars 2004, Les Ailes de la Mode Incorporées signifiait à Geetex Trading Inc. (« Geetex ») une « Motion to Recover Moneys Owed » afin de récupérer la somme de 22 956,85 \$ prétendument due par Geetex à titre de crédit pour de la marchandise défectueuse, retournée à Geetex, qui avait déjà été payée par Les Ailes de la Mode Incorporées;

IV. OPÉRATIONS

16. Le comité de gestion mis sur pied dans le cadre de la restructuration continue de se réunir régulièrement pour rendre compte des mesures entreprises et des résultats obtenus et informer les membres du comité des actions ou mesures qui seront entreprises;
17. Régulièrement, une lettre est acheminée aux employés des boutiques et des magasins afin de les tenir informés des résultats de la réorganisation et des mesures correctives apportées;
18. De même, M. Jean-Claude Gagnon, COO, rencontre régulièrement les employés du siège social et du centre de distribution afin de les tenir informés des développements entourant la réorganisation des Débitrices;
19. Depuis l'émission de l'Ordonnance Initiale, les Débitrices, parfois accompagnées du Contrôleur, ont continué à avoir des rencontres et des discussions avec les représentants du syndicat bancaire, les locateurs et les autres créanciers et fournisseurs;

20. Plus particulièrement, depuis l'émission de l'Ordonnance Initiale Modifiée, et malgré l'élimination de plusieurs postes reliés aux achats, le personnel des Débitrices s'est efforcé de rétablir les liens avec les différents fournisseurs de manière à s'assurer l'approvisionnement de marchandises;
21. Les Débitrices ont maintenu le niveau de qualité du service à la clientèle et ont continué d'honorer tous les bénéfices des programmes de fidélisation de la clientèle de même que les certificats cadeaux et notes de crédit en circulation;

V. FLUX MONÉTAIRES

22. Nous incluons à l'Annexe « A » de ce rapport un sommaire des recettes et débours des Débitrices pour la période du 7 mars au 17 avril 2004 comparativement aux projections de recettes et débours préparées par la direction des Débitrices et incluses au cinquième rapport du Contrôleur;
23. En date du 17 avril 2004, le solde du prêt à terme du syndicat bancaire était d'environ 8 800 000 \$;
24. Durant cette période, les flux monétaires nets découlant des opérations ont été négatifs d'environ 4 200 000 \$ comparativement à des flux monétaires net projetés négatifs de 6 400 000 \$. En date du 17 avril 2004, les Débitrices détenaient un encaisse combiné d'environ 7 273 000 \$, soit 2 800 000 \$ de plus que prévu;
25. Cet écart favorable de 2 800 000 \$ inclut environ 1 800 000 \$ d'écarts devant se renverser dans des périodes futures :

- ◆ Recettes (écart favorable de 1 200 000 \$)
 - Les recettes provenant des ventes de marchandises (incluant les taxes de vente) ont été supérieures aux projections d'environ 300 000 \$;
 - Les recettes liées aux ventes des éléments d'actif excédentaires, ont été de 100 000 \$ inférieures aux projections, la liquidation n'étant pas complétée;
 - Les recettes provenant du programme de récompenses relié aux cartes de crédit et les commissions sur les adhésions ont été approximativement de 1 000 000 \$ supérieures aux projections. De ce montant, 400 000 \$ avaient été projeté dans les recettes des périodes subséquentes;

- ◆ Débours (écart favorable de 1 000 000 \$)

Les débours de la période ont été d'environ 1 000 000 \$ inférieurs à ce qui avait été projeté. Cet écart positif est expliqué comme suit :

- Approximativement 800 000 \$ d'achats de marchandises ont été reportés à des périodes futures;

- Les salaires et les DAS ont été environ 500 000 \$ inférieurs à ce qui avait été projeté;
 - Les débours relatifs aux frais de ventes, aux frais généraux et aux frais administratifs ont été approximativement 500 000 \$ supérieurs aux projections, cet écart correspondant principalement à des débours qui avaient initialement été prévus au cours des périodes antérieures;
 - Les dépenses en capital ont été approximativement 300 000 \$ inférieures aux projections compte tenu que ces projets ont été retardés;
 - Les taxes de ventes ont été environ 200 000 \$ supérieures aux montants projetés dû principalement aux recettes qui ont été supérieures aux projections;
 - Les débours relatifs aux frais financiers qui incluent les remboursements en capital, ont été inférieurs d'environ 100 000 \$ à ce qui avait été projeté;
- ♦ Autres (écart favorable de 600 000 \$)

Approximativement 600 000 \$ de dépôts de sécurité ont été reportés à des périodes futures;

26. Les dirigeants des Débitrices ont révisé les projections de flux monétaires pour la période se terminant le 3 juillet 2004, et celles-ci sont présentées à l'Annexe « B »;

VI. OBLIGATIONS POST-ORDONNANCE DE LES AILES À BSF

27. Historiquement, il est de pratique courante qu'une Débitrice effectue des déboursés d'opération pour le bénéfice de l'autre (salaires, intérêts, etc.). En raison du caractère cyclique des opérations de Les Ailes et de BSF et selon la période de l'année, ces déboursés sont effectués par l'une ou l'autre des Débitrices ayant les fonds pour le faire;
28. Chacune des Débitrices honore également, aux termes de contrats dont bénéficient les clients, les avantages découlant des programmes de fidélisation, les certificats cadeaux et les notes de crédit émises par l'autre;
29. Les déboursés d'opération et les sommes dues reliées aux programmes de fidélisation ont été réglés par Les Ailes jusqu'au 31 janvier 2004;
30. De plus, BSF encourt toutes les dépenses communes d'administration et du centre de distribution et facture à Les Ailes un frais de gestion hebdomadaire d'environ 100 000 \$ pour sa quote-part estimée de ces dépenses;
31. Depuis le 17 décembre 2003, Les Ailes a payé à BSF sa quote-part estimée des dépenses administratives jusqu'au 20 mars 2004;

32. En date de ce rapport, Les Ailes doit environ 1 500 000 \$ à BSF pour des débours d'opération et des transactions reliées aux programmes de fidélisation ayant eu lieu après le 31 janvier 2004, des dépenses administratives communes encourues depuis le 20 mars 2004 de même que sa quote-part des honoraires professionnels encourus dans le cadre des procédures entreprises en vertu de la LACC;
33. Selon les projections de flux monétaires préparées par la direction pour la période se terminant le 3 juillet 2004, les fonds générés par les opérations de Les Ailes ne seront pas suffisants pour effectuer le remboursement du montant de 1 500 000 \$ dû à BSF et des sommes qui seront dues à BSF pour les dépenses communes d'administration et du centre de distribution et autres déboursés d'opérations (pour la période du 20 mars au 30 avril 2004) tel que projeté par la direction dans la semaine du 29 mai 2004 (2 400 000 \$ incluant le 1 500 000 \$) à moins que Les Ailes procèdent à une restructuration financière ou procèdent à la vente de ses éléments d'actif pendant cette période;
34. Pour comprendre la raison du manque de liquidité de Les Ailes, nous devons rappeler que tel qu'autorisé par les ordonnances de cette Cour, environ 5 400 000 \$ a été versé par Les Ailes au syndicat bancaire en réduction du prêt à terme, dont 3 000 000 \$ l'a été afin d'obtenir mainlevée des sûretés du syndicat bancaire sur les éléments d'actif de la bannière San Francisco vendue par BSF. Selon les Débitrices, Les Ailes est la seule bénéficiaire des avances bancaires même si les deux Débitrices sont solidairement endettées envers le syndicat bancaire;
35. Les projections préparées par la direction des Débitrices qui étaient incluses au cinquième rapport du Contrôleur prenaient pour hypothèse un transfert de fonds d'un montant de 3 000 000 \$ de BSF à Les Ailes. Compte tenu des circonstances, et pour assurer que ces avances soient remboursées, les Débitrices ont indiqué au Contrôleur qu'elles entendaient présenter une requête à la Cour autorisant de telles avances et octroyant une charge à BSF sur les éléments d'actif de Les Ailes;
36. Le remboursement de ces avances devrait être garanti par une sûreté sur les éléments d'actif de Les Ailes prenant rang immédiatement après le prêt à terme du syndicat bancaire;

VII. AUTRES OBLIGATIONS POST-ORDONNANCE

37. Les Débitrices ne peuvent établir, d'ici à ce que la fermeture mensuelle des livres et registres ne soit complétée, le montant exact des obligations encourues depuis le 17 décembre 2003 qui demeurent impayées au 17 avril 2004. Sur la base des informations fournies par les Débitrices, le Contrôleur a estimé certaines obligations particulières encourues après l'émission de l'Ordonnance Initiale relativement aux salaires dus aux employés, déductions à la source et bénéfices marginaux. Ces estimés apparaissent à l'Annexe « C » et devraient excéder 1 100 000 \$ au 17 avril 2004;

VIII. OBLIGATIONS DES ADMINISTRATEURS

38. Les Débitrices remettent de façon périodique au Conseil d'administration un rapport estimant le montant des réclamations statutaires potentielles encourues depuis le 17 décembre 2003 qui demeurent impayées. Des extraits de ce rapport en date du 17 avril 2004 sont inclus à l'Annexe « D »;
39. Les Débitrices ont entrepris les démarches nécessaires pour remettre en vigueur la police d'assurance des administrateurs et dirigeants mais les Débitrices considèrent que le renouvellement proposé par les compagnies d'assurances ne respecte pas l'Ordonnance Initiale;
40. À cet égard, le 20 avril 2004, Les Boutiques San Francisco Incorporées signifiaient une « Requête pour assurer le respect de l'ordonnance initiale » à St. Paul Guarantee et à Axa Assurance inc. pour faire déclarer nul l'Avenant 4 et faire déclarer inapplicable un article particulier de la police d'assurance;

IX. CRÉANCES ANTÉRIEURES À L'ORDONNANCE INITIALE

41. Selon les livres et registres des Débitrices, le solde dû aux créanciers ayant des créances antérieures à l'Ordonnance Initiale peut être résumé comme suit :

| Créanciers (En milliers de \$) | BSF | Les Ailes | Éditions | Total |
|---|-------------------------|-------------------------|-----------------------|--------------------------|
| Créanciers garantis | | | | |
| Syndicat bancaire | -- \$ | 8 800 \$ | -- \$ | 8 800 \$ |
| Les Boutiques San Francisco Incorporées | | 2 150 | | 2 150 |
| Carrefour Laval Leasehold | -- | 189 | -- | 189 |
| Ivanhoé | -- | 5 115 | -- | 5 115 |
| RoyNat | <u>1 650</u> | <u>--</u> | <u>--</u> | <u>1 650</u> |
| Total | <u>1 650</u> | <u>16 254</u> | <u>--</u> | <u>17 904</u> |
| Créanciers ordinaires | | | | |
| Comptes fournisseurs | 9 915 | 25 182 | -- | 35 097 |
| Détenteurs de débetures | 16 357 | -- | -- | 16 357 |
| Dû à BSF | -- | 36 150 | -- | 36 150 |
| Dû à Éditions | 5 641 | -- | -- | 5 641 |
| Contingences | <u>--</u> | <u>--</u> | <u>Inconnu</u> | <u>--</u> |
| Total | <u>31 913</u> | <u>61 332</u> | <u>Inconnu</u> | <u>93 245</u> |
| Total | <u>33 563</u> \$ | <u>77 586</u> \$ | <u>--</u> \$ | <u>111 149</u> \$ |

X. MISE EN PLACE DU PLAN DE RESTRUCTURATION

42. Le cinquième rapport du Contrôleur daté du 12 mars 2004 informait la Cour des étapes que les Débitrices estimaient être en mesure de franchir avant le 15 mai 2004 soit :
- compléter la liquidation des inventaires du magasin Les Ailes du centre-ville et le réaménagement du magasin sur deux étages;
 - terminer la vente de certains éléments d'actif redondants;
 - conclure une entente de financement des opérations;
 - obtenir des offres d'investisseurs pour la recapitalisation des Débitrices;
 - initier le processus entourant les preuves de réclamation;
 - établir les catégories de créanciers; et
 - déposer un Plan d'Arrangement;
43. Lors de l'audition du 16 mars dernier, les Débitrices avaient indiqué que l'audition du 23 avril prochain avait pour but de remettre à cette Cour un rapport d'étape sur l'accomplissement des éléments énumérés ci-dessus. Le Contrôleur fait donc état du progrès des Débitrices dans les paragraphes suivants;

Ventes d'éléments d'actif et restructuration opérationnelle

44. Le repositionnement des magasins Les Ailes s'effectue dans chacun des magasins et plus particulièrement la superficie du magasin du centre-ville a été réduite de 223,000 pieds carrés à environ 90,000 pieds carrés répartis sur le rez-de-chaussée, 1^{er} et 2^{ième} étages. Une partie de la superficie (15,000 pieds carrés au 2^{ième} étage) est utilisée pour la liquidation des inventaires et des éléments d'actif excédentaires laquelle liquidation est prévue être complétée d'ici le 30 avril 2004;
45. Le propriétaire de l'immeuble, Ivanhoé Cambridge, et Les Ailes négocient présentement les modalités du loyer pour la période durant laquelle Les Ailes est sous l'égide de la LACC, Ivanhoé Cambridge ayant indiqué vouloir négocier les termes du bail à long terme avec les éventuels investisseurs ou acheteurs;
46. Le réaménagement final du magasin Les Ailes du centre-ville sur une superficie d'environ 75 000 pieds carrés répartis sur deux étages requiert une entente avec Ivanhoé Cambridge puisque des dépenses en capital sont nécessaires de part et d'autres. L'étape finale de ce réaménagement a donc été reportée en conséquence;
47. En ce qui a trait à l'immeuble abritant le siège social, BSF a reçu deux offres d'achat, lesquelles ont été refusées, ayant été jugées nettement insuffisantes par les dirigeants des Débitrices;
48. Compte tenu de ce qui précède, l'aménagement des bureaux dans les espaces disponibles au magasin Les Ailes de Brossard n'a pas encore débuté;

49. Les dirigeants des Débitrices demeurent toujours confiants de pouvoir trouver un acheteur pour le siège social au cours des prochains mois;
50. Les éléments d'actif du centre de distribution qui ont été jugés excédentaires ont été vendus et la superficie du centre de distribution a été réduite du tiers. Les Débitrices envisagent de sous-louer éventuellement l'espace excédentaire, le tout sujet à l'approbation des éventuels investisseurs ou acheteurs;
51. Dans le but de réduire les dépenses, les Débitrices ont retourné deux camions et des équipements informatiques jugés non essentiels. Les contrats y afférents ont été soit résiliés ou révisés à la baisse;

Recherche de financement

52. Suite aux offres de financement préliminaires reçues, le 12 mars 2004 le Conseil d'administration des Débitrices a autorisé deux institutions financières à poursuivre leur vérification diligente pour éventuellement présenter des offres finales de financement;
53. Une seule des deux institutions a complété le volet financier de sa vérification diligente. Toutefois, celle-ci devait attendre le rapport d'évaluation d'inventaire indépendant reçu le 19 avril 2004 pour éventuellement (sujet à l'approbation de son département de crédit) soumettre une offre de financement définitive, offre qui est attendue d'ici le 30 avril 2004;
54. La deuxième institution financière a soumis aux dirigeants des Débitrices une liste exhaustive des éléments d'informations requis pour compléter sa vérification diligente. Compte tenu des efforts et du temps qui seraient requis auprès du personnel administratif des Débitrices pour faciliter les travaux de vérification diligente, les dirigeants des Débitrices ont ainsi décidé de ne poursuivre le processus de vérification diligente avec cette deuxième institution financière que dans l'éventualité où une offre acceptable de la première institution financière n'est pas reçue d'ici le 30 avril 2004;

Restructuration financière

55. Le plan de restructuration prévoit la restructuration financière de l'entreprise concurremment ou subséquemment au Plan d'Arrangement;
56. Un *data room* contenant les informations pertinentes pour les investisseurs potentiels a d'abord été préparé par les dirigeants des Débitrices, en collaboration avec leurs conseillers juridiques et le Contrôleur;
57. Le 22 février 2004, un comité spécial du Conseil d'administration des Débitrices a été créé afin (i) de superviser le processus de restructuration financière des Débitrices, (ii) d'analyser toute offre reçue par les Débitrices relative à la restructuration financière de celle-ci, et (iii) d'émettre une recommandation au Conseil d'administration à cet effet;

58. Dans un premier temps, les parties ayant démontré un intérêt dans la restructuration financière de l'entreprise ont été rencontrées par les membres du comité spécial et/ou les conseillers juridiques des Débitrices afin de les informer que le *data room* était maintenant accessible aux parties qui acceptaient de signer une entente de confidentialité;
59. Soucieux de pouvoir considérer plusieurs options afin de maximiser la valeur pour les créanciers, le comité spécial a considéré qu'il serait opportun d'envisager la recherche d'acheteurs potentiels pour l'ensemble des éléments d'actif des Débitrices ou des parties de celles-ci, tout en poursuivant la recherche d'investisseurs pour la restructuration financière des Débitrices;
60. De plus, le comité spécial a considéré qu'il serait dans l'intérêt de tous que la recherche d'investisseurs et d'acheteurs potentiels de même que le processus entourant la réception des offres soient structurés de manière à ce que tous les investisseurs et acheteurs potentiels aient une opportunité égale de présenter une offre et que les offres présentées soient les meilleures dans les circonstances;
61. En conséquence, le 22 mars 2004, le comité spécial a confié à Richter Financement corporatif, une division de Richter, le mandat d'établir et de contrôler un processus de sollicitation d'offres émanant de tierces parties intéressées à participer à la restructuration financière des Débitrices ou à l'acquisition de certains éléments d'actif de celles-ci;
62. Le 22 mars 2004, le comité spécial a également retenu les services de PricewaterhouseCoopers Financement corporatif Inc. afin (i) d'obtenir des conseils financiers à l'égard des offres à venir et au sujet de la structure financière optimale de l'entreprise une fois la restructuration financière complétée, et (ii) de fournir des conseils au comité spécial, au Conseil d'administration des Débitrices et à la Cour supérieure du Québec sur la nature équitable, d'un point de vue financier, des offres reçues;
63. Dans les jours qui ont suivi, Richter Financement corporatif, en collaboration avec les dirigeants des Débitrices, a complété une liste d'investisseurs ou d'acquéreurs pouvant, à leur avis, avoir un intérêt dans le processus de restructuration financière de l'entreprise ou dans l'acquisition de certains éléments d'actif de l'entreprise. Cette liste fut par la suite approuvée par le comité spécial;
64. Richter Financement corporatif a préparé un document sommaire d'information intitulé « Possibilité d'investissement » décrivant les activités de Les Boutiques San Francisco Incorporées, incluant ses divisions San Francisco Maillots et Bikini Village, ainsi que sa filiale à part entière, Les Ailes de la Mode Incorporées. Ce document se trouve à l'Annexe « E »;
65. À compter du 26 mars 2004, Richter Financement corporatif a fait parvenir à 52 investisseurs ou acquéreurs potentiels le document sommaire présentant cette opportunité d'affaire. Un exemplaire de la lettre accompagnant ce document est inclus à l'Annexe « F »;

66. Richter Financement corporatif a par la suite contacté la presque totalité des investisseurs ou acquéreurs potentiels pour sonder leur intérêt à participer au processus et s'enquérir de leur volonté d'intervenir à une entente de confidentialité (voir l'Annexe « G ») et ainsi avoir accès au *data room*;
67. À compter du 8 avril 2004, Richter Financement corporatif a fait parvenir à toutes les parties intéressées ayant reçu copie de l'entente de confidentialité, les procédures relatives au dépôt et au contenu des offres. Les procédures de soumission prévoyaient entre autres que les offres soient transmises à Richter Financement corporatif dans une enveloppe scellée au plus tard le 19 avril 2004 à 17:00. Une copie des procédures de soumission se trouve à l'Annexe « H »;
68. Plusieurs parties intéressées ont signé l'entente de confidentialité et ont eu accès au *data room* (voir « Fonctionnement et Contenu » à l'Annexe « I »);
69. Le 13 avril 2004, le Conseil d'administration des Débitrices a nommé M. Richard Soly comme membre du comité spécial. M. Soly s'est joint aux deux membres existants, soit M. Pierre Marchesseault, président de ce comité, et M. Lucien Perron;
70. Tout au cours du processus, Richter Financement corporatif a effectué un suivi auprès des investisseurs/acquéreurs potentiels qui ne s'étaient pas manifestés pour s'enquérir de leur intérêt à poursuivre cette occasion d'affaires;
71. Il convient de noter qu'au cours de la période du 6 au 13 avril 2004, le niveau d'intérêt manifesté par les parties sollicitées a pris une certaine ampleur, alors que plusieurs parties ont signé l'entente de confidentialité ou demandé de recevoir copie de celle-ci;
72. De plus, plusieurs parties intéressées ont soulevé le court laps de temps consenti aux termes des procédures de soumission des offres;
73. Le comité spécial a été informé du fait que certaines parties se sont manifestées tardivement et que plusieurs parties ont soulevé le court laps de temps pour soumettre une offre;
74. En conséquence, le 15 avril 2004, le comité spécial, sur recommandation de Richter Financement corporatif et en collaboration avec le Contrôleur, a pris la décision d'accorder un délai additionnel d'une semaine pour le dépôt des offres. Cette décision a été prise afin d'assurer un processus juste et équitable pour toutes les parties qui ont manifesté un intérêt dans le cadre de l'appel d'offres, de permettre à toutes les parties intéressées de présenter une offre, d'augmenter les chances d'obtenir plusieurs offres et des offres de nature complète, et en conséquence de favoriser la maximisation de la valeur des offres qui seraient éventuellement reçues;
75. Le délai pour le dépôt des offres a donc été reporté au lundi 26 avril 2004 à 17 :00. Les offres doivent être irrévocables et demeurer valables jusqu'au 3 mai 2004. Toutes les parties ayant reçu copie des procédures de soumission ont été avisées par courriel le 15 avril 2004 de la nouvelle échéance pour le dépôt des offres (une copie de l'avis transmis aux parties est incluse à l'Annexe « J »);

Processus de preuve de réclamation, catégories de créanciers et Plan d'Arrangement

76. L'établissement d'un processus de preuve de réclamation, la détermination des catégories de créanciers et le dépôt d'un Plan d'Arrangement ont initialement été prévu être complétés pour le 15 mai 2004. Ces étapes dépendent en fait des résultats du processus de recherche d'investisseurs ou d'acheteurs;

XI. ÉCHÉANCIER ET IMPLANTATION DU PLAN D'ARRANGEMENT

77. Suite à l'ouverture des offres et l'analyse de celles-ci, les Débitrices estiment être en mesure de déterminer si une restructuration financière est possible dans les circonstances ou si les Débitrices doivent accepter une ou des offres visant la vente d'une partie ou de l'ensemble de leurs éléments d'actif;

78. La décision qui sera prise à ce moment déterminera l'échéancier de l'implantation du Plan d'Arrangement en particulier quant aux éléments prévus à la phase IV du chemin critique préparé le 15 janvier 2004 soit :

- Processus de preuve de réclamation;
- Détermination des catégories de créanciers;
- Dépôt d'un Plan d'Arrangement;
- Assemblée des créanciers;
- Assemblée des actionnaires (si nécessaire);
- Approbation du Plan d'Arrangement par la Cour;

XII. REQUÊTE POUR EXTENSION DE DÉLAIS

79. L'ouverture des offres et l'analyse de celles-ci sont essentielles afin que les Débitrices puissent être en mesure de déposer un Plan d'Arrangement;

80. Les Débitrices demandent à la Cour une extension du délai pour déposer un Plan d'Arrangement, soit jusqu'au 17 mai 2004;

81. Les projections financières préparées par les dirigeants des Débitrices indiquent que ces dernières auront les fonds nécessaires à leurs opérations durant cette période, exception faite des sommes payables par Les Ailes à BSF tel que discuté à la Section VI de ce rapport;

XIII. CONCLUSION ET RECOMMANDATION

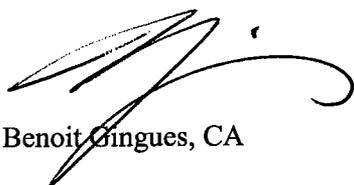
82. Les Débitrices ont, depuis le prononcé de l'Ordonnance Initiale, posé plusieurs gestes visant à les mener vers une restructuration de leurs opérations et de leurs obligations. Ils ont agi et continuent d'agir de bonne foi;
83. Le Contrôleur a pu dans ce rapport, et dans les rapports précédents, faire état et décrire ce qui fut accompli;
84. Les Débitrices ont en général respecté l'échéancier proposé lors de l'audition du 15 janvier 2004;
85. Malheureusement et malgré les efforts déployés par les Débitrices et le Contrôleur, il n'est pas possible, à ce stade, de déposer un Plan d'Arrangement;
86. Les Débitrices croient être en mesure de déposer un tel Plan d'Arrangement, mais un délai additionnel est requis;
87. Les Débitrices ont indiqué verbalement au Contrôleur qu'elles s'adresseraient sous peu à la Cour afin d'obtenir l'autorisation de mettre en place le financement nécessaire à Les Ailes pour le paiement des montants dus à BSF et des sommes qui seront dues à BSF pour les dépenses communes et les déboursés d'opérations et que ce financement bénéficiera d'une protection adéquate;
88. Dans ces circonstances, l'extension demandée ne saurait causer de préjudice sérieux à l'un ou l'autre des créanciers autre que l'augmentation de la dette de Les Ailes envers BSF, pour des dépenses communes qui autrement ne pourraient pas être éliminées à court terme, et pour le bénéfice de l'ensemble des intervenants, l'extension devrait être accordée.

Le tout respectueusement soumis par Richter & Associés Inc. en sa qualité de Contrôleur nommé par le tribunal de Les Boutiques San Francisco Incorporées, Les Ailes de la Mode Incorporées et Les Éditions San Francisco Incorporées.

FAIT À MONTRÉAL, ce 22^e jour d'avril 2004.

RICHTER & ASSOCIÉS INC.
Contrôleur nommé par le tribunal

Par : Benoit Gingués, CA



ANNEXE A

LES BOUTIQUES SAN FRANCISCO INCORPORÉES (combined)
STATEMENT OF RECEIPTS AND DISBURSEMENTS FOR THE
PERIOD MARCH 7 TO APRIL 17, 2004 (the "Period")
(Note 1)

| | March 7, 2004 to April 17, 2004 | | |
|---|--|--------------------|------------------|
| | Forecast | Actual | Variance |
| | (note 1) | | |
| Receipts | | | |
| Sales receipts (note 2) | 12,853,090 | 12,572,021 | (281,069) |
| Gift certificate sales (redemptions) (note 2) | (500,000) | 70,000 | 570,000 |
| Sale of non-core business units and redundant assets | 2,034,646 | 1,912,268 | (122,378) |
| Rents | | 18,908 | 18,908 |
| Credit card rewards program reimbursements / membership commissions | 950,000 | 1,968,453 | 1,018,453 |
| Total receipts | 15,337,736 | 16,541,650 | 1,203,914 |
| Disbursements (note 3) | | | |
| Purchases | 10,692,491 | 9,890,805 | 801,686 |
| Salaries | 2,633,693 | 2,346,034 | 287,659 |
| DAS | 1,213,976 | 990,470 | 223,506 |
| Selling, General & Admin. | 4,224,718 | 4,761,019 | (536,301) |
| Financial (including principal repayment on term loan) | 1,824,536 | 1,699,603 | 124,933 |
| Sales taxes | 820,000 | 1,025,000 | (205,000) |
| Capital expenditures | 337,000 | | 337,000 |
| Total disbursements | 21,746,414 | 20,712,931 | 1,033,483 |
| Net receipts (disbursements) from operations | (6,408,678) | (4,171,281) | 2,237,397 |
| Payment of pre-filing letter of credits | | | |
| (Payment) reimbursement of security deposits | (1,125,000) | (514,237) | 610,763 |
| Net receipts (disbursements) | (7,533,678) | (4,685,518) | 2,848,160 |
| Bank balance - opening | 11,958,731 | 11,958,731 | |
| Bank balance- closing | 4,425,053 | 7,273,213 | 2,848,160 |

(refer to attached notes)

LES BOUTIQUES SAN FRANCISCO INCORPORÉES
STATEMENT OF RECEIPTS AND DISBURSEMENTS FOR THE
PERIOD MARCH 7 TO APRIL 17, 2004 (the "Period")
(Note 1)

| March 7, 2004 to April 17, 2004 | | |
|--|--------------------|--------------------|
| Forecast | Actual | Variance |
| (note 1) | | |
| Receipts | | |
| Sales receipts (note 2) | 3,985,440 | 4,040,643 |
| Gift certificate sales (redemptions) (note 2) | (100,000) | 100,000 |
| Sale of non-core business units and redundant assets | 1,888,811 | 1,862,955 |
| Management fees | 800,000 | 208,358 |
| Total receipts | 6,574,251 | 6,111,956 |
| Disbursements (note 3) | | |
| Purchases | 3,927,741 | 1,836,635 |
| Salaries | 1,028,672 | 897,736 |
| DAS | 442,328 | 374,727 |
| Selling, General & Admin. | 1,967,480 | 2,636,625 |
| Financial (including principal repayment on term loan) | 4,717,536 | 1,705,113 |
| Sales taxes | 620,000 | 607,341 |
| Capital expenditures | 242,500 | 242,500 |
| Total disbursements | 12,946,257 | 8,058,177 |
| Net receipts (disbursements) from operations | (6,372,006) | (1,946,221) |
| Payment of pre-filing letter of credits | | |
| Reimbursement of expenses from Les Ailes | | |
| (Payment) reimbursement of security deposits | (375,000) | (514,237) |
| Net receipts (disbursements) | (6,747,006) | (2,460,458) |
| Bank balance - opening | 7,749,740 | 7,749,740 |
| Bank balance- closing | 1,002,734 | 5,289,282 |

(refer to attached notes)

LES AILES DE LA MODE INCORPORÉES
STATEMENT OF RECEIPTS AND DISBURSEMENTS FOR THE
PERIOD MARCH 7 TO APRIL 17, 2004 (the "Period")
(Note 1)

Receipts

| | | | |
|---|-----------|-----------|-----------|
| Sales receipts (note 2) | 8,867,650 | 8,531,378 | (336,272) |
| Gift certificate sales (redemptions) (note 2) | (400,000) | 70,000 | 470,000 |
| Sale of non-core business units and redundant assets | 145,835 | 49,313 | (96,522) |
| Rents | | 18,908 | 18,908 |
| Credit card rewards program reimbursements / membership commissions | 950,000 | 1,968,453 | 1,018,453 |

Total receipts

| | | | |
|--|------------------|-------------------|------------------|
| | 9,563,485 | 10,638,052 | 1,074,567 |
|--|------------------|-------------------|------------------|

Disbursements (note 3)

| | | | |
|--|-------------|-----------|-------------|
| Purchases | 6,764,750 | 8,054,170 | (1,289,420) |
| Salaries | 1,605,021 | 1,448,298 | 156,723 |
| DAS | 771,648 | 615,743 | 155,905 |
| Selling, General & Admin. | 2,257,238 | 2,124,394 | 132,844 |
| Financial (including principal repayment on term loan) | (2,893,000) | (5,510) | (2,887,490) |
| Sales taxes | 200,000 | 417,659 | (217,659) |
| Capital expenditures | 94,500 | | 94,500 |
| Reimbursement of management fees | 800,000 | 208,358 | 591,642 |

Total disbursements

| | | | |
|--|------------------|-------------------|--------------------|
| | 9,600,157 | 12,863,112 | (3,262,955) |
|--|------------------|-------------------|--------------------|

Net receipts (disbursements) from operations

| | | | |
|--|-----------|-------------|-------------|
| Payment of pre-filing outstanding letters of credits | (36,672) | (2,225,060) | (2,188,388) |
| Reimbursement of expenses to BSF | | | |
| (Payment) reimbursement of security deposits | (750,000) | | 750,000 |

Net receipts (disbursements)

| | | | |
|------------------------------|------------------|--------------------|--------------------|
| | (786,672) | (2,225,060) | (1,438,388) |
| Bank balance - opening | 4,208,991 | 4,208,991 | |
| Bank balance- closing | 3,422,319 | 1,983,931 | (1,438,388) |

(refer to attached notes)

**LES BOUTIQUES SAN FRANCISCO INCORPORÉES
LES AILES DE LA MODE INCORPORÉES
LES ÉDITIONS SAN FRANCISCO INCORPORÉES**

**NOTES TO STATEMENTS OF RECEIPTS AND DISBURSEMENTS
FOR THE PERIOD MARCH 7, TO APRIL 17, 2004**

Note 1: General

As forecasted, there were no receipts and no disbursements for the Period for Les Éditions San Francisco Incorporées and, consequently, no statement of receipts and disbursements was prepared.

Note 2: Receipts

Actual weekly sales receipts correspond to the weekly sales (plus taxes), net of gift certificate redemptions, with the exception of American Express transactions which are presented on a cash basis.

Note 3: Disbursements

The actual disbursements are accounted for as of the date of issuance of the cheque.

ANNEXE B

| Forecast for the week ending <u>BOUTIQUES SAN FRANCISCO (consolidated)</u> | Actual | | Forecast | | | | | | | | | | Total | |
|---|------------------|--------------------|------------------|--------------------|------------------|--------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--------------------|
| | Apr 10 | Apr 17 | Apr 24 | May 1 | May 8 | May 15 | May 22 | May 29 | June 5 | June 12 | June 19 | June 26 | | July 3 |
| Receipts | | | | | | | | | | | | | | |
| Sales receipts, including taxes | 2,343,325 | 1,804,421 | 2,299,425 | 2,299,425 | 2,449,788 | 2,449,788 | 2,449,788 | 2,449,788 | 3,235,410 | 3,235,410 | 3,235,410 | 3,235,410 | 3,235,410 | 34,722,797 |
| Sale of non-core business units and redundant assets | 10,991 | 24,163 | 105,881 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 141,034 |
| Gift certificate redemptions | 40,000 | 30,000 | (50,000) | (50,000) | (50,000) | (50,000) | (50,000) | (50,000) | (50,000) | (50,000) | (50,000) | (50,000) | (50,000) | (480,000) |
| Rents | - | 4,793 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 4,793 |
| Credit card rewards program reimbursement | 597,453 | 77,558 | - | - | - | 400,000 | 65,000 | - | - | - | 60,000 | - | 400,000 | 1,600,011 |
| Total receipts | 2,991,769 | 1,940,935 | 2,355,306 | 2,249,425 | 2,399,788 | 2,799,788 | 2,464,788 | 2,399,788 | 3,185,410 | 3,185,410 | 3,245,410 | 3,185,410 | 3,585,410 | 35,988,635 |
| Disbursements | | | | | | | | | | | | | | |
| Purchases | 1,693,222 | 1,207,998 | 1,865,719 | 1,865,719 | 1,667,899 | 1,867,899 | 1,629,263 | 1,429,263 | 1,184,510 | 1,184,510 | 1,184,510 | 1,184,510 | 1,384,510 | 19,349,529 |
| Salaries | - | 731,690 | - | 731,690 | - | 731,690 | - | 731,690 | - | 756,690 | - | 781,690 | - | 4,465,140 |
| DAS | - | 319,824 | - | 319,824 | - | 319,824 | - | 319,824 | - | 329,824 | - | 339,824 | - | 1,948,944 |
| General & admin. | 587,924 | 916,861 | 1,255,903 | 1,750,403 | 691,118 | 887,618 | 316,118 | 316,118 | 738,194 | 266,694 | 838,194 | 281,694 | 913,194 | 9,760,035 |
| Financial | - | 32,587 | 115,000 | 1,000,000 | 306,000 | 32,587 | - | - | 36,000 | - | 32,587 | - | - | 1,554,761 |
| Sales taxes | 11,660 | 11,117 | 20,000 | 20,000 | 20,000 | 20,000 | 20,000 | 20,000 | 190,000 | 20,000 | 20,000 | 20,000 | 85,000 | 477,777 |
| Capital expenditures | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total disbursements | 2,292,806 | 3,220,077 | 3,256,621 | 5,687,635 | 2,685,017 | 3,859,618 | 1,965,381 | 2,816,895 | 2,148,704 | 2,557,718 | 2,075,291 | 2,607,718 | 2,382,704 | 37,556,186 |
| Net receipts (disbursements) from operations | 698,963 | (1,279,142) | (901,315) | (3,438,210) | (285,229) | (1,059,830) | 499,407 | (417,107) | 1,036,706 | 627,692 | 1,170,119 | 577,692 | 1,202,706 | (1,567,551) |
| (Payment) Reimbursement of pre-filing letter of credits | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Net receipts (disbursements) | 698,963 | (1,279,142) | (901,315) | (3,438,210) | (285,229) | (1,059,830) | 499,407 | (417,107) | 1,036,706 | 627,692 | 1,170,119 | 577,692 | 1,202,706 | (1,567,551) |
| Bank balance, per books - opening | 7,853,390 | 8,552,353 | 7,273,211 | 6,371,896 | 2,933,686 | 2,648,457 | 1,588,627 | 2,088,034 | 1,670,927 | 2,707,633 | 3,335,324 | 4,505,443 | 5,083,134 | 7,853,390 |
| Bank balance, per books - closing before statutory claims | 8,552,353 | 7,273,211 | 6,371,896 | 2,933,686 | 2,648,457 | 1,588,627 | 2,088,034 | 1,670,927 | 2,707,633 | 3,335,324 | 4,505,443 | 5,083,134 | 6,285,840 | 6,285,840 |

Forecast for the week ending

LES BOUTIQUES SAN FRANCISCO INCORPORÉES**Receipts**

Sales receipts, including taxes

Sale of non-core business units and redundant assets

Gift certificate redemptions

Reimbursement of expenses and management fees

Total receipts**Disbursements**

Purchases

Salaries

DAS

General & admin.

Financial

Sales taxes

Capital expenditures

Total disbursements**Net receipts (disbursements) from operations**

(Payment) Reimbursement of pre-filing letter of credits

Net receipts (disbursements)

Bank balance, per books - opening

Bank balance, per books - closing before statutory claims

| | Actual | | Forecast | | | | | | | | | | Total | |
|--|------------------|------------------|------------------|--------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| | Apr 10 | Apr 17 | Apr 24 | May 1 | May 8 | May 15 | May 22 | May 29 | June 5 | June 12 | June 19 | June 26 | | July 3 |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| Sales receipts, including taxes | 606,498 | 524,799 | 602,600 | 602,600 | 785,450 | 785,450 | 785,450 | 785,450 | 1,709,360 | 1,709,360 | 1,709,360 | 1,709,360 | 1,709,360 | 14,025,097 |
| Sale of non-core business units and redundant assets | 9,202 | 6,402 | 105,881 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 121,485 |
| Gift certificate redemptions | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Reimbursement of expenses and management fees | - | - | - | - | - | - | - | 2,400,000 | - | - | - | - | - | 2,400,000 |
| Total receipts | 615,700 | 531,201 | 708,481 | 602,600 | 785,450 | 785,450 | 785,450 | 3,185,450 | 1,709,360 | 1,709,360 | 1,709,360 | 1,709,360 | 1,709,360 | 16,546,582 |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| Disbursements | | | | | | | | | | | | | | |
| Purchases | 99,756 | 362,624 | 695,447 | 695,447 | 533,136 | 533,136 | 294,500 | 294,500 | 154,800 | 154,800 | 154,800 | 154,800 | 154,800 | 4,282,546 |
| Salaries | - | 268,492 | - | 268,492 | - | 268,492 | - | 268,492 | - | 293,492 | - | 318,492 | - | 1,685,952 |
| DAS | - | 117,454 | - | 117,454 | - | 117,454 | - | 117,454 | - | 127,454 | - | 137,454 | - | 734,724 |
| General & admin. | 249,850 | 404,589 | 747,280 | 1,062,280 | 203,277 | 518,277 | 203,277 | 203,277 | 385,722 | 45,722 | 360,722 | 60,722 | 435,722 | 4,880,714 |
| Financial | - | 32,587 | 115,000 | 1,000,000 | - | 32,587 | - | - | - | - | 32,587 | - | - | 1,212,761 |
| Sales taxes | 11,660 | 11,117 | 20,000 | 20,000 | 20,000 | 20,000 | 20,000 | 20,000 | 20,000 | 20,000 | 20,000 | 20,000 | 20,000 | 242,777 |
| Capital expenditures | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total disbursements | 361,266 | 1,196,863 | 1,577,727 | 3,163,673 | 756,413 | 1,489,946 | 517,777 | 903,723 | 560,522 | 641,468 | 568,109 | 691,468 | 610,522 | 13,039,474 |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| Net receipts (disbursements) from operations | 254,434 | (665,662) | (869,246) | (2,561,073) | 29,037 | (704,496) | 267,673 | 2,281,727 | 1,148,838 | 1,067,892 | 1,141,251 | 1,017,892 | 1,098,838 | 3,507,108 |
| (Payment) Reimbursement of pre-filing letter of credits | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Net receipts (disbursements) | 254,434 | (665,662) | (869,246) | (2,561,073) | 29,037 | (704,496) | 267,673 | 2,281,727 | 1,148,838 | 1,067,892 | 1,141,251 | 1,017,892 | 1,098,838 | 3,507,108 |
| Bank balance, per books - opening | 5,700,506 | 5,954,940 | 5,289,278 | 4,420,033 | 1,858,960 | 1,887,997 | 1,183,501 | 1,451,174 | 3,732,901 | 4,881,739 | 5,949,632 | 7,090,883 | 8,108,776 | 5,700,506 |
| Bank balance, per books - closing before statutory claims | 5,954,940 | 5,289,278 | 4,420,033 | 1,858,960 | 1,887,997 | 1,183,501 | 1,451,174 | 3,732,901 | 4,881,739 | 5,949,632 | 7,090,883 | 8,108,776 | 9,207,614 | 9,207,614 |

| Forecast for the week ending | Actual | | Forecast | | | | | | | | | | Total | |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | Apr 10 | Apr 17 | Apr 24 | May 1 | May 8 | May 15 | May 22 | May 29 | June 5 | June 12 | June 19 | June 26 | | July 3 |
| LES AILES DE LA MODE INCORPORÉES | | | | | | | | | | | | | | |
| Receipts | | | | | | | | | | | | | | |
| Sales receipts, including taxes | 1,736,827 | 1,279,622 | 1,696,825 | 1,696,825 | 1,664,338 | 1,664,338 | 1,664,338 | 1,664,338 | 1,526,050 | 1,526,050 | 1,526,050 | 1,526,050 | 1,526,050 | 20,697,700 |
| Sale of non-core business units and redundant assets | 1,789 | 17,761 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 19,549 |
| Gift certificate redemptions | 40,000 | 30,000 | (50,000) | (50,000) | (50,000) | (50,000) | (50,000) | (50,000) | (50,000) | (50,000) | (50,000) | (50,000) | (50,000) | (480,000) |
| Rent | - | 4,793 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 4,793 |
| Credit card rewards program reimbursement | 597,453 | 77,558 | - | - | - | 400,000 | 65,000 | - | - | - | 60,000 | - | 400,000 | 1,600,011 |
| Total receipts | 2,376,069 | 1,409,734 | 1,646,825 | 1,646,825 | 1,614,338 | 2,014,338 | 1,679,338 | 1,614,338 | 1,476,050 | 1,476,050 | 1,536,050 | 1,476,050 | 1,876,050 | 21,842,053 |
| Disbursements | | | | | | | | | | | | | | |
| Purchases | 1,593,466 | 845,374 | 1,170,272 | 1,170,272 | 1,134,763 | 1,334,763 | 1,334,763 | 1,134,763 | 1,029,710 | 1,029,710 | 1,029,710 | 1,029,710 | 1,229,710 | 15,066,983 |
| Salaries | - | 463,198 | - | 463,198 | - | 463,198 | - | 463,198 | - | 463,198 | - | 463,198 | - | 2,779,188 |
| DAS | - | 202,370 | - | 202,370 | - | 202,370 | - | 202,370 | - | 202,370 | - | 202,370 | - | 1,214,220 |
| General & admin. | 338,074 | 512,272 | 508,623 | 688,123 | 487,841 | 369,341 | 112,841 | 112,841 | 352,473 | 220,973 | 477,473 | 220,973 | 477,473 | 4,879,321 |
| Financial | - | - | - | - | 306,000 | - | - | - | 36,000 | - | - | - | - | 342,000 |
| Sales taxes | - | - | - | - | - | - | - | - | 170,000 | - | - | - | 65,000 | 235,000 |
| Capital expenditures | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Reimbursement of expenses and management fees | - | - | - | - | - | - | - | 2,400,000 | - | - | - | - | - | 2,400,000 |
| Total disbursements | 1,931,540 | 2,023,214 | 1,678,895 | 2,523,963 | 1,928,604 | 2,369,672 | 1,447,604 | 4,313,172 | 1,588,183 | 1,916,251 | 1,507,183 | 1,916,251 | 1,772,183 | 26,916,712 |
| Net receipts (disbursements) from operations | 444,529 | (613,480) | (32,070) | (877,138) | (314,266) | (355,334) | 231,734 | (2,698,834) | (112,133) | (440,201) | 28,867 | (440,201) | 103,867 | (5,074,659) |
| (Payment) Reimbursement of pre-filing letter of credits | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Net receipts (disbursements) | 444,529 | (613,480) | (32,070) | (877,138) | (314,266) | (355,334) | 231,734 | (2,698,834) | (112,133) | (440,201) | 28,867 | (440,201) | 103,867 | (5,074,659) |
| Bank balance, per books - opening | 2,152,884 | 2,597,413 | 1,983,933 | 1,951,863 | 1,074,726 | 760,460 | 405,126 | 636,860 | (2,061,974) | (2,174,107) | (2,614,308) | (2,585,441) | (3,025,642) | 2,152,884 |
| Bank balance, per books - closing before statutory claims | 2,597,413 | 1,983,933 | 1,951,863 | 1,074,726 | 760,460 | 405,126 | 636,860 | (2,061,974) | (2,174,107) | (2,614,308) | (2,585,441) | (3,025,642) | (2,921,774) | (2,921,774) |

Forecast for the week ending

LES ÉDITIONS SAN FRANCISCO INCORPORÉES

Receipts

Sales receipts, including taxes
 Sale of non-core business units and redundant assets
 Gift certificate redemptions
 Rent
 Credit card rewards program reimbursement

Total receipts

Disbursements

Purchases
 Salaries
 DAS
 General & admin.
 Financial
 Sales taxes
 Capital expenditures
 Reimbursement of expenses and management fees

Total disbursements

Net receipts (disbursements) from operations

(Payment) Reimbursement of pre-filing letter of credits

Net receipts (disbursements)

Bank balance, per books - opening

Bank balance, per books - closing before statutory claims

| | Actual | | Forecast | | | | | | | | | | Total | |
|--|--------|--------|----------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|---------|---------|---------|-------|--------|
| | Apr 10 | Apr 17 | Apr 24 | May 1 | May 8 | May 15 | May 22 | May 29 | June 5 | June 12 | June 19 | June 26 | | July 3 |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| Sales receipts, including taxes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Sale of non-core business units and redundant assets | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Gift certificate redemptions | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Rent | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Credit card rewards program reimbursement | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total receipts | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| Disbursements | | | | | | | | | | | | | | |
| Purchases | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Salaries | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| DAS | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| General & admin. | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Financial | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Sales taxes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Capital expenditures | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Reimbursement of expenses and management fees | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total disbursements | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| Net receipts (disbursements) from operations | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| (Payment) Reimbursement of pre-filing letter of credits | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Net receipts (disbursements) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Bank balance, per books - opening | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Bank balance, per books - closing before statutory claims | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |

ANNEXE C

LES BOUTIQUES SAN FRANCISCO INCORPORÉES
 LES AILES DE LA MODE INCORPORÉES
 LES ÉDITIONS SAN FRANCISCO INCORPORÉES

ANNEXE C

ESTIMATED LIABILITIES
 AS AT APRIL 17, 2004 (note 1)

| | BSF | Les Ailes | Editions | Total |
|---|-------------------------|-------------------------|-------------|-------------------------|
| 1) Net salaries (note 2) | | | | |
| 2w/e April 17, 2004 (estimated) | 268,500 \$ | 463,200 \$ | - \$ | 731,700 \$ |
| 2) Deductions at source and benefits | | | | |
| 2w/e April 17, 2004 (estimated) | 117,500 | 202,400 | - | 319,900 |
| 3) Sales taxes (estimated) (including GST, QST and PST) | - | - | - | - |
| 4) Purchases | | | | |
| Purchases | to be determined | to be determined | - | to be determined |
| 5) Selling, General & Admin. (note 3) | <u>to be determined</u> | <u>to be determined</u> | <u>-</u> | <u>to be determined</u> |
| Total | <u>386,000 \$</u> | <u>665,600 \$</u> | <u>- \$</u> | <u>1,051,600 \$</u> |

Note 1 : The above represents estimated liabilities and contingencies as at April 17, 2004 for certain specific expenses incurred since December 17, 2003.

Note 2 : Excluding vacation pay (except for recent layoffs)

Note 3 : To be determined upon closing of books at month end.

ANNEXE D

ANNEXE D

LES BOUTIQUES SAN FRANCISCO INCORPORÉES
Potential Directors & Officers' Liabilities, as at
(estimated)

April 17, 2004

| | | |
|---------------------|----|------------------|
| Sales taxes payable | \$ | - |
| DAS payable | | 319,824 |
| Salaries payable | | 731,690 |
| Vacation payable | | 777,346 |
| | \$ | <u>1,828,860</u> |

ANNEXE E

Les Boutiques San Francisco Incorporées / Les Ailes De La Mode Incorporées



Possibilité d'investissement

Les demandes concernant le présent document doivent être adressées à :



**2, Place Alexis-Nihon
22^e étage
Montréal (Québec) Canada
H3Z 3C2**

Raymond Massi, CA
(514) 934-3537
rmassi@richter.ca

Gilles Benchaya, CA
(514) 934-3496
gbenchaya@richter.ca

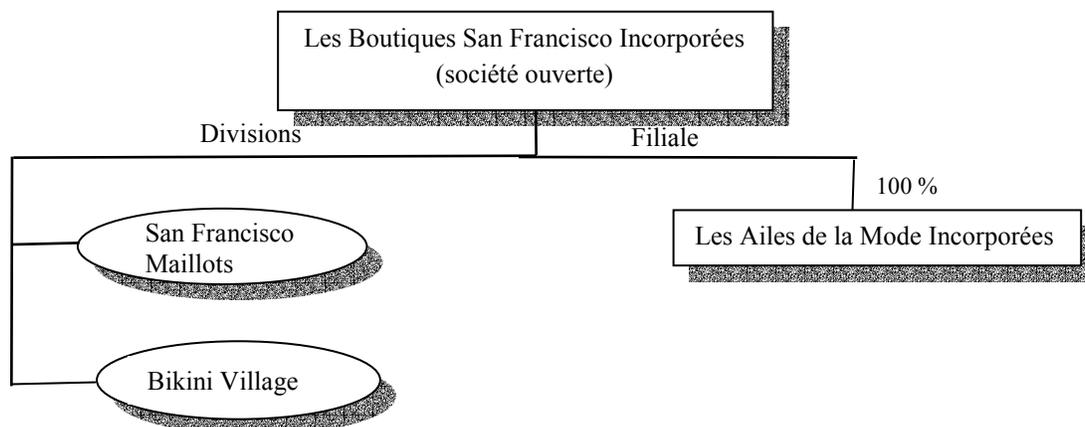
David Pelletier, LL.B., MBA
(514) 934-3417
dpelletier@richter.ca

Le présent document n'est pas destiné à des fins générales de circulation ou de publication et ne peut être reproduit d'aucune façon sans le consentement écrit de la Société et de Richter Financement corporatif. Aucune garantie n'est faite ni sous-entendue quant à une restructuration financière ou à une transaction qui pourrait éventuellement en découler.

Le présent document ne constitue pas un prospectus, un mémoire, ou une sollicitation. Aucune commission de valeurs mobilières ou autorité réglementaire n'a examiné ni émis d'opinion quant au présent document.

APERÇU ET RESTRUCTURATION

- ▶ Les Boutiques San Francisco Incorporées (« Société ») est une société cotée à la Bourse de Toronto qui exploite 57 boutiques de vêtements de bain au Québec et en Ontario sous les bannières « San Francisco Maillots » et « Bikini Village » et quatre (4) grands magasins mode de prestige au Québec sous la bannière « Les Ailes de la Mode ».
- ▶ La structure de la Société s'établit comme suit :



- ▶ Le 17 décembre 2003, la Société a déposé une requête en vue de se placer sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (« LACC ») et a amorcé un processus de restructuration afin de rétablir sa rentabilité. Richter & Associés Inc. a subséquemment été nommée contrôleur par la Cour dans le cadre de cette restructuration.
- ▶ Depuis le dépôt de la requête en vertu de la LACC, la Société a mis au point un plan de restructuration global comportant les éléments suivants :
 - la vente de diverses bannières;
 - la mise en œuvre de mesures de réduction considérable des coûts au siège social et au niveau opérationnel;
 - la réduction et la reconfiguration du magasin Les Ailes de la Mode situé au centre-ville de Montréal;
 - la vente de l'immeuble abritant le siège social et la relocalisation du siège social dans des locaux actuellement disponibles au magasin Les Ailes de la Mode de Brossard au Québec.

POSSIBILITÉ D'INVESTISSEMENT

- ▶ Un comité spécial du Conseil d'administration de la Société a été créé le 22 février 2004 afin (i) de superviser le processus de restructuration financière de la Société, (ii) d'analyser toute offre reçue par la Société relative à la restructuration financière de celle-ci, et (iii) d'émettre une recommandation au Conseil d'administration à cet effet.
- ▶ Le 22 mars 2004, le comité spécial a confié à Richter Financement corporatif, division de Richter & Associés Inc., le soin d'établir et de contrôler un processus de sollicitation d'offres émanant de tierces parties intéressées à participer à la restructuration financière de la Société ou à l'acquisition de certains éléments de la Société.
- ▶ Le 22 mars 2004, le comité spécial a également retenu les services de PricewaterhouseCoopers Financement corporatif Inc. pour bénéficier de son expertise dans l'évaluation, la vente et le financement des sociétés de façon à fournir (i) des conseils financiers à l'égard des offres reçues de tierces parties et au sujet de la structure de capitale optimale de la Société une fois la restructuration financière complétée, et (ii) des conseils au comité spécial, au Conseil d'administration et à la Cour supérieure du Québec sur la nature équitable, d'un point de vue financier, des offres reçues.
- ▶ On prévoit que toute restructuration financière de la Société sera mise en place parallèlement à un plan d'arrangement convenu avec les créanciers et les actionnaires de Les Boutiques San Francisco Incorporées et sa filiale, Les Ailes de la Mode Incorporées.
- ▶ Des renseignements préliminaires concernant les activités d'exploitation des divisions de vêtements de bain et Les Ailes de la Mode figurent ci-après. Des renseignements plus détaillés peuvent être obtenus dans une salle de lecture mise sur pied pour ce processus au moment de la signature de l'entente de confidentialité et de statu quo.
- ▶ **Les demandes concernant toute proposition d'investissement visant la restructuration financière de Les Boutiques San Francisco Incorporées ou encore les offres visant l'achat de certains éléments de la Société doivent être faites dès que possible étant donné que le comité spécial a établi que les offres doivent être reçues au plus tard le 19 avril 2004. Toutes les demandes doivent être adressées à Richter Financement corporatif.**
- ▶ **La préférence sera accordée aux offres permettant à la Société de poursuivre ses activités comme une entreprise en exploitation.**
- ▶ **Le comité spécial se réserve le droit, à sa seule discrétion, de:**
 - **suspendre ou modifier le processus pour toute raison et à tout moment;**
 - **ne pas accepter l'offre la plus élevée;**
 - **rejeter toute offre et de ne fournir aucun motif à cet égard.**

SURVOL COMMERCIAL – San Francisco Maillots / Bikini Village

- ▶ San Francisco Maillots et Bikini Village (opérant comme une seule entreprise et partageant les ressources administratives, opérationnelles ainsi que la même base de fournisseurs) est le chef de file du secteur des vêtements de bain détenant plus de 50 % des parts du marché au Québec et plus de 20 % au Canada.
- ▶ L'entreprise a commencé ses activités en 1986 et sa croissance ultérieure a été assurée par l'ouverture de nouvelles boutiques et l'acquisition, en 1999, de 37 boutiques Bikini Village au succès commercial établi.
- ▶ Alors que San Francisco Maillots s'adresse à une clientèle familiale allant en vacances à la plage, Bikini Village concentre ses efforts sur le marché de vêtements de bain mode et exotiques.
- ▶ San Francisco Maillots et Bikini Village sont actuellement composées de 57 magasins (d'une superficie moyenne d'environ 1 600 pieds carrés) situés au Québec et en Ontario dont voici la répartition :

| Nombre de magasins | Québec | Ontario | Total |
|------------------------|-----------|-----------|-----------|
| San Francisco Maillots | 20 | - | 20 |
| Bikini Village | <u>16</u> | <u>21</u> | <u>37</u> |
| Total | <u>36</u> | <u>21</u> | <u>57</u> |

- ▶ Les diverses possibilités de croissance qui sont disponibles se résument comme suit :
 - ▶ San Francisco Maillots et Bikini Village possèdent un excellent portefeuille d'espaces locatifs, constitué d'emplacements de choix. Les boutiques sont situées dans des centres commerciaux sélectionnés aux loyers généralement avantageux;
 - ▶ Les deux bannières qui détiennent conjointement le plus grand nombre d'établissements de vêtements de bain au Canada jouissent d'un avantage de taille par rapport à leurs concurrents en ayant la plus grande notoriété qui soit dans ce créneau;
 - ▶ Au fil des ans, les deux bannières ont développé une clientèle loyale et une solide réputation quant à l'allure mode et la qualité de leurs vêtements de bain;
 - ▶ La gamme de produits comprend des vêtements de bain et des accessoires connexes de marques prestigieuses et privées bien établies;
 - ▶ L'entreprise a à son actif un groupe d'employés hautement qualifiés et talentueux;
 - ▶ Le réseau de ventes existant est propice à une expansion immédiate des activités au Canada et des occasions d'expansion aux États-Unis sont également possibles.

SURVOL FINANCIER – San Francisco Maillots / Bikini Village

- Des informations financières détaillées seront disponibles à la suite de la signature de l'entente de confidentialité et de statu quo.

ORGANISATION – San Francisco Maillots / Bikini Village

- Bikini Village et San Francisco Maillots comptent à leur siège social sur une équipe dévouée et motivée répartie de la façon suivante :

| Service | Nombre d'employés |
|---|-------------------|
| Vice-président, Exploitation ⁽¹⁾ | 1 |
| Directeur des ventes | 1 |
| Superviseurs des ventes | 8 |
| Acheteurs | 7 |
| Administration et soutien ⁽¹⁾ | <u>121</u> |
| Total | <u>138</u> |

⁽¹⁾Postes partagés avec Les Ailes de la Mode

- La Société emploie une main-d'œuvre hautement qualifiée, composée actuellement de 445 employés, y compris les directeurs de magasins. Les employés ne sont pas syndiqués.

SURVOL COMMERCIAL – Les Ailes de la Mode

- ▶ Les Ailes de la Mode (« Les Ailes ») est l'un des chefs de file au Québec parmi les grands magasins de prestige. L'appellation commerciale est maintenant reconnue au Québec comme synonyme de mode et de qualité dans le secteur du détail, avec quatre (4) magasins :

| Emplacement | Année d'ouverture | Pieds carrés | Propriétaire |
|--|-------------------|-----------------------|-------------------|
| Mail Champlain, Brossard (Québec) | 1993 | 66 500 | Ivanhoé |
| Carrefour Laval, Laval (Québec) | 1996 | 46 500 | Cadillac Fairview |
| Place Sainte-Foy, Sainte-Foy (Québec) | 1997 | 68 200 | Ivanhoé |
| Complexe Les Ailes, rue Sainte-Catherine, Montréal (Québec) | 2002 | 75 000 ⁽¹⁾ | Ivanhoé |

⁽¹⁾ Sujet à l'approbation finale d'Ivanhoé

- ▶ Les Ailes a connu un excellent succès à son lancement en 1993 à titre de concept de détail innovateur qui combinait les vêtements mode avec des concepts de détail complémentaires comme les accessoires mode, les parfums, les cosmétiques, la décoration intérieure, les articles ménagers et les idées cadeaux, en plus de restaurants et de salons de coiffure.
- ▶ Le concept permet de répondre aux attentes des clients dans un bel environnement ordonné grâce à des assortiments de style et de qualité et l'accès à des employés compétents.
- ▶ La Société, en partenariat avec une grande banque canadienne, a également établi la très populaire carte de crédit Les Ailes, qui aide à bâtir la loyauté de la clientèle, est un outil de marketing efficace et permet à la Société de dresser des profils de clientèle plus complets.
- ▶ Les Ailes a commencé son expansion en 1996 et a ultérieurement connu des difficultés avec l'ouverture de son magasin de 114 000 pieds carrés à Ottawa en 2001 et de son supermagasin de 223 000 pieds carrés au centre-ville de Montréal en 2003. Le magasin d'Ottawa a été subséquemment fermé en 2003.

RESTRUCTURATION - Les Ailes

- ▶ La Société a conçu un plan de restructuration global visant à faire en sorte que Les Ailes rétablisse sa rentabilité. Les principaux éléments du plan sont les suivants :
 - ▶ l'élimination de catégories de produits non performantes commercialement pour se concentrer sur les secteurs plus rentables (vêtements pour hommes et femmes ainsi que les cosmétiques) pour lesquels la part de marché est importante;
 - ▶ la réduction de la taille du supermarché du centre-ville de Montréal et sa reconfiguration en un magasin de 75 000 pieds carrés répartis sur deux étages. Certains changements sont prévus pour accroître l'accessibilité du magasin à partir de la rue Sainte-Catherine, l'une des artères commerciales les plus achalandées au Canada;
 - ▶ une rationalisation draconienne de la structure de coûts par l'élimination d'un nombre important de postes au siège social et dans les magasins, ainsi que par la relocalisation du siège social à l'intérieur des locaux actuellement disponibles dans un des magasins.

SURVOL FINANCIER – Les Ailes

- ▶ Des informations financières détaillées seront disponibles à la suite de la signature de l'entente de confidentialité et de statu quo.

ORGANISATION – Les Ailes

- ▶ La Société emploie une main-d'œuvre hautement qualifiée, composée actuellement 904 employés aux ventes et 138 employés à l'administration, au merchandising et à l'exploitation des magasins.
- ▶ Le tableau suivant décrit la répartition des ressources humaines du siège social de la Société en fonction du poste :

| Service | Nombre d'employés |
|---|-------------------|
| Vice-président, Exploitation ⁽¹⁾ | 1 |
| Directeurs, Exploitation des magasins | 4 |
| Acheteurs | 21 |
| Soutien administratif ⁽¹⁾ | <u>112</u> |
| Total | <u>138</u> |

⁽¹⁾ Postes partagés avec Les Boutiques San Francisco Incorporées



CONFIDENTIALITÉ ET AVERTISSEMENT

Le présent document a été préparé d'après les informations fournies par la Société et est conçu pour fournir des renseignements préliminaires à des tierces parties pouvant être intéressées à participer à la restructuration financière ou à l'acquisition de certains éléments de la Société. L'information contenue aux présentes, y compris tout matériel annexé, est confidentielle et est la propriété de la Société. Par conséquent, le lecteur consent à traiter tous les renseignements de façon strictement confidentielle et à ne pas les diffuser, entièrement ou partiellement, à toute partie ne participant pas directement à ce processus.

Des renseignements plus détaillés peuvent être obtenus dans une salle de lecture mise sur pied pour ce processus au moment de la signature de l'entente de confidentialité et de statu quo.

Le présent document n'est pas destiné à des fins générales de circulation ou de publication et ne peut être reproduit d'aucune façon sans le consentement écrit de la Société et de Richter Financement corporatif. Aucune garantie n'est faite ni sous-entendue quant à une restructuration financière ou à une transaction qui pourrait éventuellement en découler.

Le présent document ne constitue pas un prospectus, un mémoire, ou une sollicitation. Aucune commission de valeurs mobilières ou autorité réglementaire n'a examiné ni émis d'opinion quant au présent document.

Les Boutiques San Francisco Incorporées / Les Ailes De La Mode Incorporées



Investment Opportunity

**Inquiries concerning this Investment
Opportunity Document should be directed to:**



**2 Place Alexis-Nihon
22nd Floor
Montréal, Québec, Canada
H3Z 3C2**

Raymond Massi, CA
(514) 934-3537
rmassi@richter.ca

Gilles Benchaya, CA
(514) 934-3496
gbenchaya@richter.ca

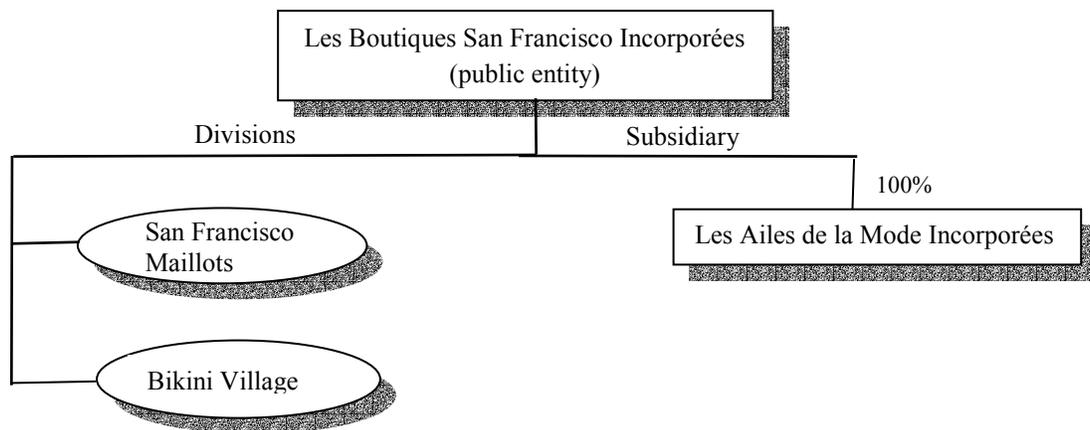
David Pelletier, LL.B., MBA
(514) 934-3417
dpelletier@richter.ca

This document is not intended for general circulation or publication and cannot be reproduced in any form without the written permission of the Company and of Richter Corporate Finance. No guarantees are made or implied with regards to any recapitalization and/or transaction that may ultimately result.

This document does not constitute a prospectus, offering memorandum, offering or solicitation. No securities commission or regulatory authority has reviewed or expressed an opinion on this document.

OVERVIEW AND RESTRUCTURING

- ▶ Les Boutiques San Francisco Incorporées ("Company") is a publicly-traded company listed on the Toronto Stock Exchange. The Company operates 57 swimwear specialty stores in the provinces of Québec and Ontario under the "San Francisco Maillots" and the "Bikini Village" banners and 4 upscale fashion department stores in Québec under the "Les Ailes de la Mode" banner.
- ▶ The corporate structure is as follows:



- ▶ On December 17, 2003, the Company filed for protection under the Companies' Creditors Arrangement Act ("CCAA") and began a restructuring process aimed at returning the Company to profitability. Richter & Associés Inc. was subsequently appointed Monitor pursuant to the CCAA proceedings.
- ▶ Since the CCAA filing, the Company has developed a comprehensive restructuring plan including the following:
 - The sale of various banners;
 - The implementation of substantial cost-cutting measures at the head office and the operational level;
 - The downsizing and reconfiguration of its Les Ailes de la Mode store situated in downtown-Montréal;
 - The sale of the head office building and the transfer of the head office to existing space available at its Les Ailes de la Mode store situated in Brossard, Québec.



INVESTMENT OPPORTUNITY

- ▶ A Special Committee of the Company's Board of Directors was appointed on February 22, 2004 to (i) supervise the process of recapitalizing the Company; (ii) analyze the recapitalization offers that the Company receives; and (iii) make a recommendation to the Board of Directors in this regard.
- ▶ On March 22, 2004, the Special Committee appointed Richter Corporate Finance, a division of Richter & Associés Inc., to establish and monitor a process to solicit offers from third parties interested in participating in the recapitalization of the Company or to acquire certain elements of the Company.
- ▶ On March 22, 2004 the Special Committee also retained the services of PricewaterhouseCoopers Corporate Finance Inc. for its expertise in the evaluation, sale and financing of the companies, in order to provide (i) financial counsel regarding offers received from third parties and regarding the optimal capital structure of the Company once it completes its recapitalization and (ii) advice to the Special Committee, the Board of Directors and the Superior Court of Québec on the equitable nature, from a financial standpoint, of the offers received.
- ▶ It is contemplated that any recapitalization of the Company will take place concurrent with an accepted Plan of Arrangement with the creditors and shareholders of Les Boutiques San Francisco Incorporées and its subsidiary, Les Ailes de la Mode Incorporées.
- ▶ Preliminary information concerning the business operations of the Swimwear divisions and Les Ailes de la Mode follows. More detailed information can be obtained in a data room set up for this process upon the execution of a Confidentiality and Standstill Agreement.
- ▶ **Inquiries regarding investment proposals for the recapitalization of Les Boutiques San Francisco Incorporées or, alternatively, offers for the purchase of certain elements of the Company must be made as soon as possible as the Special Committee has determined that offers should be received by April 19, 2004. All inquiries must be made to Richter Corporate Finance.**
- ▶ **Preference will be given to offers which permit the Company to continue operating its businesses as going concerns.**
- ▶ **The Special Committee reserves the right to, in its sole discretion:**
 - **suspend or modify the process for any reason at any time;**
 - **not accept the highest offer;**
 - **reject any or all offers and shall have no obligation to disclose any reason therefore.**



BUSINESS OVERVIEW – San Francisco Maillots / Bikini Village

- ▶ San Francisco Maillots and Bikini Village (operated effectively as one business with shared administration, operations and a common supplier-base) is the market-leader in swimwear with greater than 50% of the Québec market and in excess of 20% of the Canadian market.
- ▶ The business commenced in 1986 and subsequently grew through new-store openings and the acquisition of the 37 highly-successful Bikini Village stores in 1999.
- ▶ Whereas San Francisco Maillot caters to more to the casual family-orientated beach-vacation market, Bikini Village is more focused on the fashion-forward exotic-locale market.
- ▶ San Francisco Maillots and Bikini Village currently consist of 57 stores (average size of approximately 1,600 square foot) located in Québec and Ontario, as follows:

| Number of Stores | Québec | Ontario | Total |
|------------------------|-----------|-----------|-----------|
| San Francisco Maillots | 20 | - | 20 |
| Bikini Village | <u>16</u> | <u>21</u> | <u>37</u> |
| Total | <u>36</u> | <u>21</u> | <u>57</u> |

- ▶ Various growth opportunities are available and are summarized as follows:
 - ▶ San Francisco Maillots and Bikini Village possess an excellent lease portfolio, consisting of prime locations. The stores are situated in select malls with generally favorable rents;
 - ▶ The banners maintain a significant advantage over other competitors in this niche market as the most recognizable swimwear banners with the largest number of locations in Canada;
 - ▶ Over the years, the two banners have developed a loyal clientele and a reputation for fashion and quality swimwear;
 - ▶ The product line includes well recognized name brand swimwear and related accessories as well as established private labels;
 - ▶ The business benefits from a group of highly experienced and talented employees;
 - ▶ The existing sales base will enable a purchaser to immediately expand its operations in Canada; in addition, opportunities may exist for the purchaser to develop in the U.S.



FINANCIAL OVERVIEW – San Francisco Maillots / Bikini Village

- ▶ Detailed financial information will be made available upon the execution of a Confidentiality and Standstill Agreement.

THE ORGANIZATION – San Francisco Maillots / Bikini Village

- ▶ Bikini Village and San Francisco Maillots have a dedicated and motivated head-office team in place comprised of the following:

| Department | Number of Employees |
|---|---------------------|
| Vice President Operations ⁽¹⁾ | 1 |
| Sales District Manager | 1 |
| Sales District Supervisors | 8 |
| Buyers | 7 |
| Administrative and Support ⁽¹⁾ | <u>121</u> |
| Total | <u>138</u> |

⁽¹⁾ Shared with Les Ailes de la Mode Incorporées.

- ▶ The Company employs an experienced highly skilled sales force. This team presently includes 445 employees, including store managers. Employees are not unionized.

BUSINESS OVERVIEW – Les Ailes de la Mode

- ▶ Les Ailes de la Mode (“Les Ailes”) is one of Québec’s leading upscale destination department stores. The brand has developed into a well recognized quality fashion retail brand in Québec with 4 locations as follows:

| Store Location | Year opened | Square footage | Landlord |
|---|-------------|-----------------------|-------------------|
| Mail Champlain, Brossard, Québec | 1993 | 66,500 | Ivanhoé |
| Carrefour Laval, Laval, Québec | 1996 | 46,500 | Cadillac Fairview |
| Place Ste-Foy, Ste-Foy, Québec | 1997 | 68,200 | Ivanhoé |
| Complexe Les Ailes, Ste-Catherine St., Montréal, Québec | 2002 | 75,000 ⁽¹⁾ | Ivanhoé |

⁽¹⁾ Subject to final approval from the landlord.

- ▶ Les Ailes experienced excellent success when it was launched in 1993 as an innovative retail concept which combined fashion apparel with complementary retail concepts such as fashion accessories, fragrances, cosmetics, home decor, house wares and gift ideas, as well as restaurants and hair salons.
- ▶ The concept allows customer expectations to be met through quality/style assortments, access to knowledgeable employees, all in a beautiful well-appointed setting.
- ▶ The Company, in partnership with a major Canadian bank, has established the highly-successful Les Ailes credit card which builds customer loyalty, serves as a highly-effective marketing tool and enables the Company to develop more comprehensive customer profiling.
- ▶ Les Ailes began its expansion in 1996 and later experienced difficulties with the opening of its 114,000 square-foot Ottawa store in 2001 and the 223,000 square-foot downtown-Montréal superstore in August 2002. The Ottawa store was subsequently closed in 2003.

RESTRUCTURING - Les Ailes

- ▶ The Company has since developed a comprehensive restructuring plan aimed at returning Les Ailes to profitability. The key elements of the plan are as follows:
 - ▶ Elimination of non-performing categories of products in order to focus on the more profitable departments (men’s and women’s apparel as well as cosmetics) where it enjoys a significant market share;
 - ▶ Downsizing and reconfiguring the downtown Montréal superstore into a 75,000 square foot store operating on two floors. Certain changes are planned to increase the store’s visibility on Ste-Catherine Street, one of the busiest shopping thoroughfares in Canada;
 - ▶ Dramatic streamlining of the cost structure through the elimination of a significant number of head office and store level positions as well as the transfer of the head office to existing store space.

FINANCIAL OVERVIEW – Les Ailes

- ▶ Detailed financial information will be made available upon the execution of a Confidentiality and Standstill Agreement.

THE ORGANIZATION – Les Ailes

- ▶ The Company employs an experienced, highly skilled team. This team presently includes: 904 sales staff; and 138 administrative, merchandising and store operations personnel.
- ▶ The following table details the Company's head-office personnel according to function:

| Department | Number of Employees |
|--|----------------------------|
| Vice President Operations ⁽¹⁾ | 1 |
| Store Operations Managers | 4 |
| Buyers | 21 |
| Administrative Support ⁽¹⁾ | <u>112</u> |
| Total | <u>138</u> |

⁽¹⁾ Shared with Les Boutiques San Francisco Incorporées.



CONFIDENTIALITY AND DISCLAIMER

This document has been prepared based on information provided by the Company and is intended to provide preliminary information to potentially-interested third parties to formulate offers for the recapitalization, or the acquisition of certain elements, of the Company. The information contained herein, along with any accompanying materials, is confidential and proprietary to the Company. Accordingly, the reader agrees to treat all information as strictly confidential and shall not disclose, either in part or in whole, to any party not directly involved in this process.

More detailed information can be obtained in a data room set up for this process upon the execution of a Confidentiality and Standstill Agreement.

This document is not intended for general circulation or publication and cannot be reproduced in any form without the written permission of the Company and of Richter Corporate Finance. No guarantees are made or implied with regards to any recapitalization and/or transaction that may ultimately result.

This document does not constitute a prospectus, offering memorandum, offering or solicitation. No security commission or regulatory authority has reviewed or expressed an opinion on this document.

ANNEXE F

2 Place Alexis Nihon
Suite 2200
Montréal (Québec) H3Z 3C2
Téléphone : (514) 934-3497
Télécopieur : (514) 934-3477
Ligne directe : (514) 934-3496
Courriel: gbenchaya@richter.ca

Confidentiel

Par messenger

Le 26 mars 2004

(Nom de la personne)
(Titre)
(Nom de la société)
(Adresse)

**Objet : Possibilité d'investissement
Notre dossier : CF-1139**

Monsieur,

Le comité spécial du Conseil d'administration de Les Boutiques San Francisco Incorporées (la "Société") nous a récemment confié le mandat de solliciter des offres provenant de tierces parties intéressées à participer à la restructuration financière de la Société ou à l'acquisition de certains éléments de celle-ci. Nous avons jugé que votre entité pourrait être intéressée à participer à ce processus.

Ainsi, nous joignons à cette lettre un document relatif à une possibilité d'investissement concernant Les Boutiques San Francisco Incorporées et Les Ailes de la Mode Incorporées.

Nous vous demandons de bien vouloir prendre connaissance du document en question et, dans l'éventualité où vous avez un intérêt à participer au processus, de communiquer avec le soussigné ou M. Raymond Massi, CA (514-934-3537) ou M. David Pelletier, LL.B., MBA (514-934-3417) afin de discuter plus amplement de cette possibilité d'investissement.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

RICHTER FINANCEMENT CORPORATIF
(une division de Richter & Associés Inc.)

Par: Gilles Benchaya, CA

GB/jc

p.j.

2 Place Alexis Nihon
Suite 2200
Montréal (Québec) H3Z 3C2
Téléphone : (514) 934-3497
Télécopieur : (514) 934-3477
Ligne directe : (514) 934-3496
Courriel: gbenchaya@richter.ca

Personal and Confidential

Via Courier

March 26, 2004

(Name of the person and title)
(Company Name)
(Address)

**Re: Investment Opportunity
Our File No. CF-1139**

Dear Sir:

We were recently appointed by a Special Committee of the Board of Directors of Les Boutiques San Francisco Incorporées to solicit offers from third parties interested in participating in the recapitalization of the Company or to acquire certain elements of the Company.

We have determined that your entity may have an interest to participate in this process. We have therefore enclosed a confidential Investment Opportunity Document concerning Les Boutiques San Francisco Incorporées and Les Ailes de la Mode Incorporées.

We ask that you review the attached information and, in the event that you are interested in further pursuing this opportunity, please contact either the undersigned or Mr. Raymond Massi, CA (514-934-3537) or Mr. David Pelletier, LL.B., MBA (514-934-3417) to discuss the matter further.

Yours very truly,

RICHTER CORPORATE FINANCE
(A division of Richter & Associés Inc.)

Per: Gilles Benchaya, CA

GB/jc

Encl.

ANNEXE G

Entente de confidentialité et de statut quo

Le <*> 2004

<*>

[adresse]

Madame,
Monsieur,

Afin de vous permettre d'évaluer un éventuel investissement dans Les Boutiques San Francisco Incorporées (la « **Compagnie** ») ou la possibilité d'acquérir les magasins des bannières Bikini Village, San Francisco Maillots et Les ailes de la Mode (tel investissement ou acquisition étant appelée aux présentes la « **transaction** »), la Compagnie vous fournit certaines informations inconnues du public, confidentielles ou exclusives. Toutes les informations qui vous sont fournies ainsi qu'à vos administrateurs, dirigeants, employés, mandataires ou représentants, y compris, mais sans s'y restreindre, vos conseillers juridiques, experts-comptables, experts-conseils et conseillers financiers (collectivement, les « **représentants** »), ainsi que l'ensemble des analyses, compilations, études de données ou autres documents que vos représentants ou vous-même ont préparés et qui renferment, en totalité ou en partie, de telles informations fournies ou qui se fondent, en totalité ou en partie, sur de telles informations sont appelées aux présentes les « **informations** ». Les informations comprennent également les éléments dont la communication est interdite aux termes de l'article 2 de la présente entente. Nous vous fournissons les informations sous réserve que vous conveniez de ce qui suit:

1. Les informations seront tenues confidentielles et, sans le consentement écrit préalable du comité spécial du conseil d'administration de la Compagnie mis sur pied à l'égard de la transaction (le « comité spécial »), vos représentants et vous-même ne communiquerez les informations d'aucune manière que ce soit, en totalité ou en partie, ni ne les utiliserez, directement ou indirectement, à toute fin autre que l'évaluation de la transaction. De plus, vous convenez de fournir les informations qu'aux représentants qui ont besoin de les connaître pour évaluer la transaction, que vous aurez informé de leur nature confidentielle et qui auront convenus d'être liés par les modalités de la présente entente. Dès que possible, vous convenez de transmettre à la Compagnie le nom de chaque représentant à qui toute information a été transmise ou communiquée. Vous convenez d'être tenu responsable de tout manquement à la présente entente de la part de l'un ou l'autre de vos représentants, pour autant que ce manquement survienne tandis que le représentant est employé chez vous ou est embauché aux termes d'un contrat conclu avec vous. Vous déploierez tous les efforts raisonnables, nécessaires et appropriés pour faire en sorte que les informations ne soient pas communiquées à quiconque autre que les personnes autorisées aux termes des présentes.
2. Sans le consentement écrit exprès préalable du comité spécial, vous ne communiquerez à aucune autre personne et vous donnerez directives à vos représentants de ne communiquer à aucune autre personne le fait que les informations ont été rendues

accessibles, que la présente entente a été signée, que des discussions ou des négociations ont cours actuellement relativement à une transaction éventuelle, ni l'une ou l'autre des modalités ou des conditions ou quelque autre fait se rapportant à une transaction éventuelle, sauf si et seulement si une telle communication est exigée aux termes de la législation canadienne sur les valeurs mobilières et pour autant que vous nous avisiez et que vous nous consultiez préalablement à la communication des informations que vous vous proposez de transmettre. (L'expression « **personne** », telle qu'elle est utilisée à la présente entente, est interprétée de façon large et inclut, notamment, toute personne physique, toute société, tout groupe, tout partenariat ou toute autre entité, y compris la Compagnie et ses dirigeants, administrateurs et autres représentants, ainsi que toute autorité gouvernementale ou réglementaire.)

3. Vous noterez chaque emplacement où l'information se situe. Si vous décidez de ne pas conclure de transaction, vous en informerez promptement le comité spécial. Dans un tel cas, ou si vous ne réalisez pas de transaction après que les informations vous ont été fournies, ou encore si le comité spécial le demande pour quelque raison que ce soit, vous lui livrez promptement, à sa demande, sans en conserver de copies, tous les documents constituant les informations que la Compagnie ou ses représentants auront fournis à vos représentants ou à vous-même. Dans un tel cas, tous les autres documents constituant les informations seront détruits. Toutefois, vous pourrez conserver tout document constituant des informations que vous aurez préparé à l'aide de renseignements connus du public ou de renseignements que vous n'avez pas obtenus de la Compagnie aux termes de la présente entente.
4. La présente entente devient inopérante quant aux informations :
 - a) qui sont ou deviennent généralement connues du public autrement qu'en raison d'une communication de votre part ou de celle de vos représentants;
 - b) qui sont mises à votre disposition sans restriction par une source autre que la Compagnie ou ses représentants, pour autant que cette source ne soit pas liée par une entente de confidentialité conclue avec la Compagnie ou ses représentants ou qui, par ailleurs, ne peut vous transmettre des renseignements en raison d'une obligation contractuelle, légale ou fiduciaire;
 - c) dont vous avez eu connaissance librement avant que la Compagnie ou ses représentants ne vous les communiquent.
5. Au cours de la période débutant à la date de la présente entente et se terminant à la première des dates suivantes à survenir :
 - a) la date où vous-même et nous-mêmes concluons une convention exécutoire portant sur une transaction; et
 - b) le 28 février 2005;

sans le consentement écrit exprès préalable du comité spécial, vous vous abstenrez, directement ou indirectement :

- (i) d'une quelconque manière, d'acquérir, d'aliéner ou de convenir d'acquérir ou d'aliéner, ou encore de faire une proposition ou de présenter une offre en vue d'acquérir ou d'aliéner, directement ou indirectement, a) une obligation bancaire ou autre créance prioritaire, une obligation à rendement élevé, une action, autre titre ou autre créance de la Compagnie, ou b) une part importante des éléments d'actif de la Compagnie, de ses filiales, de toute société les remplaçant ou d'une personne exerçant un contrôle sur la Compagnie ou ses filiales;
 - (ii) de proposer ou d'offrir de conclure, directement ou indirectement, toute fusion ou regroupement d'entreprises concernant la Compagnie ou ses filiales;
 - (iii) de tenter d'embaucher une personne actuellement à l'emploi de la Société afin qu'elle mette fin à cet emploi, de tenter d'embaucher, en qualité d'employé ou d'entrepreneur indépendant, toute personne actuellement à l'emploi de la Société, ou d'embaucher une personne à l'emploi de la Société à titre de membre de la direction ou occupant les fonctions de gérant de magasin sauf si cette personne a mis fin à son emploi auprès de la Société depuis au moins deux mois;
 - (iv) de rendre public ou de communiquer en privé toute étude, toute intention, tout projet ou tout arrangement en contravention de l'une ou l'autre des stipulations qui précèdent;
 - (v) de prendre une mesure visant à encourager ou à aider quelque autre personne à prendre l'une ou l'autre des mesures qui sont interdites aux termes des dispositions précédentes du présent article.
6. Bien que vous compreniez que la Compagnie ait déployé des efforts pour inclure dans les informations les documents qu'elle croit être fiables et pertinents aux fins de votre évaluation, vous convenez que ni la Compagnie ni l'un ou l'autre de ses représentants ne fait de déclaration ni ne donne de garantie quant à l'exactitude ou à l'intégralité des informations. Vous convenez que ni la Compagnie ni l'un ou l'autre de ses représentants n'engage sa responsabilité, directe ou indirecte, envers vous ou l'un ou l'autre de vos représentants en raison de votre utilisation des informations. Vous convenez de plus que seules les déclarations et garanties précises, le cas échéant, qui peuvent vous être faites ou données dans une entente définitive, sous les réserves d'usage quant à sa signature et sous réserve des limites et restrictions qui peuvent être précisées dans une telle entente définitive, ont une portée juridique.
7. Si quiconque à qui vous transmettez des informations aux termes de la présente entente ou vous-mêmes devenez légalement tenu (au moyen d'un interrogatoire verbal ou écrit, d'une demande de renseignements, d'un document introductif d'instance, d'une assignation à témoigner, d'une demande d'enquête au civil ou d'une procédure similaire) de communiquer l'une ou l'autre des informations, y compris aux termes des dispositions de l'article 2 des présentes, vous transmettez promptement un avis écrit au comité

spécial de sorte que la Compagnie puisse tenter d'obtenir une ordonnance conservatoire ou autre recours approprié et(ou) la renonciation au respect des dispositions de la présente entente. Si la Compagnie n'obtient pas une telle ordonnance conservatoire ou autre recours, ou si elle renonce au respect des dispositions de la présente entente, vos représentants ou vous-même ne transmettez que les informations légalement exigées et vous ferez tout en votre possible pour obtenir l'assurance que ces informations seront traitées de façon confidentielle.

8. Les parties conviennent que la Compagnie peut exercer un recours en injonction afin d'empêcher les manquements à la présente entente et afin de faire exécuter expressément les modalités et dispositions des présentes, en plus de tout autre recours dont elle peut se prévaloir, en droit ou en equity. Il est de plus convenu et entendu qu'aucun manquement ou retard dans l'exercice, par la Compagnie, de l'un ou l'autre des droits, pouvoirs ou privilèges prévus dans la présente entente ne signifie qu'elle y renonce, pas plus que leur exercice unique ou partiel ne l'empêche de les exercer encore.
9. La présente entente est régie par les lois du Québec et les lois du Canada applicables aux ententes conclues au Québec et devant être exécutées dans cette province, et elle s'interprète conformément à ces lois.

Si vous êtes d'accord avec ce qui précède, veuillez l'indiquer en signant et en retournant au soussigné un exemplaire de la présente lettre, au siège social de la Compagnie; la présente lettre constituera alors notre entente à l'égard de l'objet des présentes.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

LES BOUTIQUES SAN FRANCISCO INCORPORÉES

Par : _____

Par: _____

Lu et accepté à la date indiquée à la première page.

<*>

Par : _____

<*>

Confidentiality and Standstill Agreement

<*>, 2004

<*>

[address]

Dear Sirs:

In order to allow you to evaluate a potential investment in Les Boutiques San Francisco Incorporées (the “**Corporation**”) or a potential acquisition of the stores operating under Bikini Village, San Francisco Maillots and Les Ailes de la Mode (such investment or acquisition being referred to herein as the “**Transaction**”), the Corporation is providing you with certain information that is either non-public, confidential or proprietary in nature. All information provided to you, your directors, officers, employees, agents or representatives, including, without limitation, your lawyers, accountants, consultants and financial advisors (collectively, “**representatives**”), and all analysis, compilations, data studies or other documents prepared by you or your representatives containing or based upon, in whole or in part, any such provided information, is herein referred to as the “**Information**”. The Information shall also include the matters the disclosure of which is prohibited pursuant to section 2 of this Agreement. As a condition to our submitting the Information to you, you hereby agree as follows:

1. The Information will be kept confidential and will not, without the prior written consent of the special committee of the board of directors of the Corporation formed in connection with the Transaction (the “**Special Committee**”), be disclosed by you or your representatives, in any manner whatsoever, in whole or in part, and will not be used by you or your representatives, directly or indirectly, for any purpose other than evaluating the Transaction. Moreover, you agree to provide the Information only to those representatives who need the Information for the purpose of evaluating the Transaction and who are informed by you of the confidential nature of the Information and who agree to be bound by the terms of this Agreement. As soon as is practicable, you agree to notify the Corporation of the identity of each representative to whom any Information has been delivered or disclosed. You agree to be responsible for any breach of this Agreement by any of your representatives, provided such breach occurs while such representative is employed by or is under contract to you. You will make all reasonable, necessary and appropriate efforts to safeguard the Information from disclosure to anyone other than as permitted hereby.
2. Without the prior express written consent of the Special Committee, you will not, and will direct your representatives not to, disclose to any other person that the Information has been made available, that this Agreement has been entered into, that discussions or negotiations are taking place concerning a possible Transaction, or any of the terms, conditions or other facts with respect to a possible Transaction, unless and only to the extent that disclosure is required to be made under Canadian securities laws, provided that you will advise and consult with us prior to such disclosure concerning the

information you propose to disclose. (The term “**person**” as used in this Agreement shall be broadly interpreted to include, without limitation, any individual, company, group, partnership or other entity, including the Corporation and its officers, directors and other representatives and any governmental or regulatory authority.)

3. You shall keep a record of each location of the Information. If you determine that you do not wish to enter into a Transaction, you will promptly advise the Special Committee of that fact. In such case, or in the event that you do not effect a Transaction after the Information is provided to you, or if the Special Committee requests it for any reason whatsoever, you will promptly, upon the Special Committee's request, deliver to the Special Committee all documents provided by the Corporation or its representatives to you or your representatives constituting the Information, without retaining copies thereof. In such event, all other documents constituting the Information will be destroyed, except that any documents constituting the Information that have been prepared by you from publicly available information or from information not obtained from the Corporation pursuant to this Agreement may be retained by you.
4. This Agreement shall be inoperative as to such portions of the Information that:
 - (a) are or become generally available to the public other than as a result of a disclosure by you or your representatives;
 - (b) become available to you on a non-confidential basis from a source other than the Corporation or its representatives, provided that such source is not bound by a confidentiality agreement with the Corporation or its representatives or otherwise prohibited from transmitting the information to you by a contractual, legal or fiduciary obligation; or
 - (c) was known to you on a non-confidential basis prior to its disclosure to you by the Corporation or its representatives.
5. During the period commencing on the date of this Agreement and terminating on the earlier of:
 - (a) the date that you and we enter into a binding agreement relating to a Transaction; and
 - (b) February 28, 2005:

without the prior express written consent of the Special Committee, you shall not, directly or indirectly:

- (i) in any manner, acquire, dispose of, or agree to acquire or dispose of, or make any proposal or offer to acquire or dispose of, directly or indirectly, any (a) bank or other senior debt, high yield bonds, shares or other securities of the Corporation or (b) material portion of the assets of the Corporation or its subsidiaries or of any successor to or person in control of the Corporation or its subsidiaries;

- (ii) propose or offer to enter into, directly or indirectly, any merger or business combination involving the Corporation or its subsidiaries;
 - (iii) initiate the solicitation for employment of any person currently employed by or in the Corporation to cease its employment with the Corporation or solicit for hire as an employee or independent contractor, any person currently employed by or in the Corporation or hire any person who is an employee of the Corporation as a member of the management or as a store manager, unless such person has ceased to be employed by the Corporation for a period of at least two months;
 - (iv) make any public or private disclosure of any consideration, intention, plan or arrangement inconsistent with any of the foregoing;
 - (v) take any action to encourage or assist any other person to do any of the acts prohibited pursuant to the foregoing provisions of this section.
6. Although you understand that the Corporation has endeavoured to include in the Information those materials that are believed to be reliable and relevant for the purpose of your evaluation, you acknowledge that neither the Corporation nor any of its representatives makes any representation or warranty as to the accuracy or completeness of the Information. You agree that the Corporation or any of its representatives shall not have any liability, direct or indirect, to you or to any of your representatives as a result of the use of the Information by you and only those particular representations and warranties, if any, that may be made to you in a definitive agreement, if, as and when it is executed, and subject to such limitations and restrictions as may be specified in such definitive agreement, shall have any legal effect.
7. In the event that you or anyone to whom you transmit the Information pursuant to this Agreement becomes legally compelled (by oral questions, interrogatories, requests for information or documents, subpoena, civil investigative demand or similar process) to disclose any of the Information, including under the provisions of paragraph 2 hereof, you will provide the Special Committee with prompt written notice so that the Corporation may seek a protective order or other appropriate remedy and/or waive compliance with the provisions of this Agreement. In the event that such protective order or other remedy is not obtained, or that the Corporation waives compliance with the provisions of this Agreement, you or your representatives will furnish only that portion of the Information that is legally required and you will exercise your best efforts to obtain reliable assurance that confidential treatment will be accorded such Information.
8. The parties agree that the Corporation shall be entitled to injunctive relief to prevent breaches of this Agreement, and to specifically enforce the terms and provisions hereof, in addition to any other remedy to which the Corporation may be entitled, at law or in equity. It is further understood and agreed that no failure or delay by the Corporation in exercising any right, power or privilege under this Agreement shall operate as a waiver thereof nor shall any single or partial exercise thereof preclude any other or future exercise of any right, power or privilege hereunder.

9. This Agreement shall be governed and construed in accordance with the laws of the Province of Québec and the laws of Canada applicable to agreements made and to be performed within such province.
10. The parties hereto have requested that this Agreement be drafted in the English language.
Les parties aux présentes ont demandé que la présente convention soit rédigée en anglais.

If you are in agreement with the foregoing, please so indicate by signing and returning one copy of this letter to the undersigned at the Corporation's head office whereupon this letter will constitute our agreement with respect to the subject matter hereof.

Yours very truly,

**LES BOUTIQUES SAN FRANCISCO
INCORPORÉES**

By : _____

By: _____

Accepted and agreed to as of the date set forth above.

<*>

By : _____

<*>

ANNEXE H

Le 8 avril 2004

Nom de la personne
Titre
Adresse

**Objet : Les Boutiques San Francisco Incorporées
Procédures de soumission
Notre dossier : CF-1139**

Monsieur (nom de la personne),

Au nom de Les Boutiques San Francisco Incorporées et de sa filiale en propriété exclusive Les Ailes de la Mode Incorporées (« **BSF** » ou la « **Société** »), Richter Financement corporatif (« **Richter** ») vous remercie de l'intérêt que vous manifestez à l'égard de la restructuration financière de BSF ou de l'acquisition de certains éléments de la Société (la « **transaction** »). Nous vous invitons par la présente à soumettre une offre définitive et exécutoire (une « **offre** ») d'ici le **19 avril 2004** en vue de procéder à une restructuration financière de la Société par la voie d'un placement privé, ou d'acquérir certains éléments de BSF.

1. Pour vous aider à faire une offre éclairée qui reflétera la valeur intégrale de la transaction, des renseignements confidentiels particuliers vous ont été fournis au sujet de BSF dans le cadre du Document relatif à la possibilité d'investissement. Après la signature de l'Entente de confidentialité et de *statu quo*, il vous sera permis d'accéder à une salle de données, où vous prendrez connaissance de renseignements commerciaux et financiers plus détaillés, ainsi que de visiter les locaux de BSF. Vous êtes censé avoir complété une vérification diligente avant de soumettre votre offre. Si vous avez besoin d'autres éclaircissements avant de soumettre votre offre, n'hésitez pas à contacter David Pelletier, au (514) 934-3417, Gilles Benchaya, au (514) 934-3496, ou Raymond Massi, au (514) 934-3537.
2. Les offres seront évaluées par BSF, dont l'objectif est de conclure rapidement, à son entière discrétion, des ententes définitives avec la partie intéressée.
3. Chaque offre devrait traiter des points exposés à l'annexe A du présent document, laquelle est incorporée à ce dernier et en fait partie intégrante. Si votre offre ne correspond pas aux modalités et aux conditions exposées dans la présente, cela pourrait vous mettre dans une situation fort désavantageuse par rapport à d'autres acheteurs éventuels, et il se pourrait que BSF ne la prenne pas en considération. Richter doit avoir reçu les offres à son bureau avant 17 h 00 (heure normale de l'Est) le 19 avril 2004 (la « **date fixée pour le dépôt des offres** »).

4. Votre offre doit être soumise par écrit et porter la signature d'un dirigeant autorisé à vous lier aux conditions qui y sont énoncées, et elle constituera un consentement de votre part à être lié aux modalités et aux procédures exposées dans la présente. Veuillez indiquer le nom et le numéro de téléphone du représentant ou d'une autre personne que Richter devrait contacter au cas où l'on doive discuter plus en détail de votre offre.

L'offre doit être adressée à BSF et livrée dans une enveloppe scellée à l'endroit suivant :

RICHTER FINANCEMENT CORPORATIF
Objet : Les Boutiques San Francisco Incorporées
Raymond Massi, associé
2, Place Alexis-Nihon, bureau 2200
Montréal (QC) H3Z 3C2

5. Pour toute question concernant le sens ou l'intention d'une partie quelconque du présent document ou de la transaction, veuillez envoyer une demande écrite à cet effet à Richter. Pour qu'il soit possible de bénéficier du temps voulu pour évaluer de manière complète la totalité des offres, votre offre doit indiquer qu'elle sera irrévocable et demeurera valable jusqu'à 17 h 00 (heure normale de l'Est) le 26 avril 2004 (la « **date d'échéance** »), sauf si BSF la rejette avant la fin de cette échéance.
6. Votre offre devrait aussi préciser la forme et la ou les sources de financement qui y sont rattachées, et être entièrement financée. Pour que l'offre soit prise en considération, BSF exigera une preuve satisfaisante que vos sources de financement sont actuellement disponibles et qu'elles le demeureront jusqu'à la date de clôture, inclusivement.
7. Les facteurs que BSF peut prendre en considération pour évaluer les offres relèvent de son entière discrétion et, sans restreindre la portée générale de ce qui précède, ils peuvent inclure, notamment, ce qui suit :
 - la nature de l'investissement, soit un placement privé dans le contexte d'une restructuration financière de la Société, soit l'achat de certains éléments de cette dernière;
 - le montant total de la contrepartie payable, et la forme que celle-ci revêtira;
 - la forme, la source et la disponibilité du financement de votre offre;
 - les conditions, s'il y en a, qui sont liées à votre offre;
 - le délai proposé pour la signature des ententes définitives, de même que la date de clôture prévue;
 - la capacité d'exécuter rapidement la transaction après la signature des documents connexes définitifs;
 - vos intentions au sujet des membres de la direction et des employés actuels à la suite de la clôture.
8. BSF n'est pas tenue d'engager ou de poursuivre des négociations ou des discussions avec l'une quelconque des parties intéressées, et peut faire affaire avec n'importe quelle partie intéressée séparément, ou simultanément avec d'autres. BSF se réserve le droit de ne pas retenir l'offre la plus élevée. Elle se réserve également le droit, à son entière discrétion, de rejeter l'une quelconque ou la totalité des offres, et ne sera pas contrainte d'en divulguer les motifs. BSF se réserve en outre le droit, à son entière discrétion, de modifier les présentes procédures ou les modalités proposées de la transaction, et ce, pour quelque motif et à

quelque moment que ce soit. Ni BSF ni ses conseillers respectifs n'auront aucune responsabilité ou obligation envers l'une quelconque des parties intéressées à la suite du rejet d'une offre particulière ou de l'acceptation de celle d'une autre partie intéressée. BSF ne sera pas responsable des dépenses engagées par une partie intéressée au cours de son étude ou de sa participation au processus.

9. Si BSF reçoit une offre qu'elle juge acceptable, elle s'attendra, peu après en avoir avisé la partie intéressée ayant soumis l'offre en question, à conclure des ententes définitives au sujet de la transaction. Une offre ne sera acceptée qu'après que les ententes définitives auront été signées et remises par BSF et les autres parties visées. BSF n'aura aucune obligation envers une partie intéressée quelconque ou à l'égard de n'importe quelle transaction potentielle, sauf si elle décide de conclure des ententes définitives, et ce, uniquement de la manière prévue dans ces dernières. BSF se réserve le droit, à son entière discrétion, de mettre fin en tout temps durant le processus aux discussions menées avec une partie intéressée au sujet d'ententes définitives.
10. BSF décline expressément toute responsabilité à l'égard des déclarations, des garanties ou des énoncés figurant dans le présent document ou dans tout autre document écrit fourni (y compris le Document relatif à la possibilité d'investissement) ou toute information transmise de vive voix à l'une quelconque des parties intéressées. BSF n'exécutera que les déclarations et les garanties particulières énoncées dans les ententes définitives qu'après que ces dernières auront été signées et remises, et sous réserve des limites et des restrictions qui pourront y figurer. En soumettant une offre, la partie intéressée reconnaît qu'elle se fie exclusivement à sa propre étude et sa propre évaluation indépendantes de BSF.
11. Nous vous avisons par la présente qu'aucun des éléments du présent document ne sera réputé modifier l'une quelconque des conditions de l'Entente de confidentialité et de *statu quo*, laquelle demeurera en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit résiliée conformément à ses modalités.
12. Toutes les communications faites avec BSF ou destinées à cette dernière doivent être avoir lieu exclusivement par l'intermédiaire de Richter en tant que mandataire de BSF. À ce titre, Richter ne formule aucune déclaration ou garantie personnelle et décline toute responsabilité personnelle envers les parties intéressées.

Le 8 avril 2004

RICHTER FINANCEMENT CORPORATIF

Document original signé par :
David Pelletier, LL.B., MBA

Annexe A

Exigences concernant la soumission

- 1. Présentation :** Votre offre doit être présentée par écrit et porter la signature d'un dirigeant autorisé à vous lier aux conditions qui y sont énoncées, et elle constituera un consentement de votre part à être lié aux modalités et aux procédures exposées dans la présente. L'offre devrait également inclure toutes les conditions importantes sur lesquelles elle est fondée, y compris les informations mentionnées ci-après. L'offre doit être envoyée dans une enveloppe scellée aux bureaux de Richter, qui doit l'avoir reçue avant 17 h 00 (heure normale de l'Est) le 19 avril 2004, à l'adresse suivante :

RICHTER FINANCEMENT CORPORATIF
Objet : Les Boutiques San Francisco Incorporées
Raymond Massi, associé
2, Place Alexis-Nihon, bureau 2200
Montréal (QC) H3Z 3C2

L'offre doit être irrévocable et demeurer valable à tout le moins jusqu'à 17 h 00 (heure normale de l'Est) le 26 avril 2004.

- 2. Structure et qualifications de la partie intéressée :** Chaque partie intéressée doit fournir, à tout le moins, son nom et son statut juridique, le nom de ses actionnaires/associés de même que leur relation juridique, et, s'il s'agit d'un consortium, le nom et la situation juridique de chacun de ses membres. La partie intéressée est également invitée à fournir tous les renseignements de base additionnels la concernant qui pourraient aider BSF à évaluer l'offre.
- 3. Questions financières :** Pour ce qui est d'une offre de restructuration financière, indiquez clairement le montant de l'investissement, ainsi que la dette et la structure du capital qui résulteront de cette restructuration. S'il s'agit d'une offre d'acquisition d'éléments d'actif, indiquez clairement la contrepartie totale à payer, de même que la forme et la ou les sources de financement de l'offre. Pour que l'offre soit prise en considération, BSF aura besoin d'une preuve satisfaisante que les sources de financement (par emprunt et par capitaux propres) sont actuellement disponibles et qu'elles le demeureront pendant toute la période précédant la date de clôture, inclusivement.
- 4. Autres points :**

L'offre de chaque partie intéressée devrait inclure ce qui suit :

- a) Conditions :** indiquez si votre offre est assortie de conditions quelconques;
- b) Délai de clôture :** indiquez la date de clôture prévue;
- c) Employés :** décrivez quelles sont vos intentions au sujet des membres de la direction et des employés actuels après la date de clôture;
- d) Autorisations réglementaires :** décrivez toutes les autorisations réglementaires ou gouvernementales dont vous aurez besoin avant la clôture;

- e) Autorisations d'une société ou d'une tierce partie : s'il est nécessaire d'obtenir les autorisations d'autres sociétés ou tierces parties, décrivez-les en détail et donnez une estimation du temps nécessaire pour les obtenir.
5. **Droit applicable** : L'offre et la transaction sont régies à tous égards par les lois en vigueur dans la province de Québec et par celles du Canada qui y sont applicables.

Conditions de participation au processus

- 1. Changements dans la composition d'une partie intéressée après la soumission d'une offre :** Si, après la soumission d'une offre, il survient un changement quelconque dans la composition de la partie intéressée ou dans le contrôle effectif d'un membre de cette dernière, la partie intéressée doit en aviser BSF par écrit et sans délai. BSF se réserve le droit d'exclure la partie intéressée si, à son propre avis, le changement en question a une incidence négative sur la capacité de la partie intéressée à mener à bien la transaction.
- 2. Communications par écrit :** Lorsqu'il est fait référence à un consentement, une approbation, un avis, une réponse ou une autre communication de la part de la partie intéressée ou de BSF, cette communication doit être faite par écrit.
- 3. Coûts et dépenses de la partie intéressée :** BSF n'assume aucune responsabilité à l'égard des coûts ou des dépenses engagés par la partie intéressée. En soumettant une offre, la partie intéressée convient de préparer les documents requis à ses propres frais, et il est expressément entendu qu'elle ne peut formuler aucune demande que ce soit en vue d'obtenir de BSF le remboursement des coûts ou des dépenses associés au processus de sélection de l'investissement, et ce, de quelque façon ou dans quelque circonstance que ce soit, y compris, notamment, le rejet de la totalité ou de l'une quelconque des offres.
- 4. Intérêt à l'égard d'une autre partie intéressée :** La partie intéressée ne peut détenir aucun intérêt à l'égard d'une autre partie intéressée ou de l'offre d'une autre partie intéressée, ni conclure, avant ou après la date fixée pour le dépôt des offres, une entente quelconque qui mènerait à un tel résultat; il est toutefois entendu qu'après la date d'échéance, les parties intéressées non retenues ou les membres de ces dernières pourront prendre part à la transaction.
- 5. Garantie de la partie intéressée qu'elle saisit bien la nature de la transaction :** Il incombe à la partie intéressée de veiller à détenir tous les renseignements nécessaires au sujet de l'intention et des exigences de la transaction. Il lui incombe exclusivement d'examiner et de passer en revue la totalité des documents et des renseignements relatifs à la transaction afin de bien saisir la nature de celle-ci.
- 6. Exonération de responsabilité :** BSF et Richter n'assument aucune responsabilité ni ne formulent aucune déclaration ou garantie en rapport avec les renseignements, les conseils, les erreurs ou les omissions que pourraient comporter le Document relatif à la possibilité d'investissement, le présent document, les annexes, les données, les informations écrites ou les documents communiqués ou par ailleurs fournis à la partie intéressée, y compris tous les renseignements mis auparavant à sa disposition, dont ceux qui émanent de BSF ou de Richter. BSF ne formulera que les déclarations et les garanties particulières qui sont mentionnées dans les ententes définitives, et ce, au moment où ces dernières seront finalement signées et remises, et sous réserve des limites et des restrictions qui pourront y figurer. En soumettant une offre, la partie intéressée reconnaît qu'elle se fonde exclusivement sur sa propre étude et sa propre évaluation indépendantes concernant BSF.
- 7. Droit applicable :** Le présent document et toutes les activités liées à la transaction sont régis à tous égards par les lois en vigueur dans la province de Québec et par celles du Canada qui y sont applicables.



2 Place Alexis Nihon
Montreal, Quebec
H3Z 3C2
Telephone: (514) 934-3497
Facsimile: (514) 934-3477
www.richter.ca

Direct dial: (514) 934-3417
dpelletier@richter.ca

April 8, 2004

Name
Title
Address

**Re: Les Boutiques San Francisco Incorporées
Bidding Procedures
Our File No. CF-1139**

Mr. (name of the person),

On behalf of Les Boutiques San Francisco Incorporées and its 100% subsidiary Les Ailes de la Mode Incorporées ("BSF" or the "**Company**"), Richter Corporate Finance ("**Richter**") would like to thank you for your interest in participating in the recapitalization of BSF or in the acquisition of certain elements of the Company (the "**Transaction**"). You are hereby invited to submit a definitive binding proposal (an "**Offer**") by **April 19, 2004** to proceed to a recapitalization of the Company through a private placement or to acquire certain elements of BSF.

1. In order to assist you in making an informed Offer that will reflect the full value of the Transaction, you have been provided with certain confidential information concerning BSF through the Investment Opportunity Document. Upon the signature of the Confidentiality and Standstill Agreement, you will be permitted to access a data room which will include more detailed business and financial information and visit BSF's premises. You are expected to have completed all due diligence prior to the submission of your Offer. We encourage you to call either David Pelletier at (514) 934-3417 or Gilles Benchaya at (514) 934-3496 or Raymond Massi at (514) 934-3537 with any further information requests or questions prior to submission of your Offer.
2. Offers will be evaluated by BSF, with the objective of promptly entering into definitive agreements with the interested party, at its sole discretion.
3. Each Offer should address the items outlined in Schedule A of this document, which is incorporated in and forms part of this document. If your Offer is not in compliance with the terms and conditions outlined herein, it may place you at a significant disadvantage relative to other prospective buyers, and your Offer may not be considered by BSF. Offers must be received at Richter office by 5:00 p.m. Eastern Standard Time on April 19, 2004 (the "**Offer Date**").
4. Your Offer must be submitted in written form, be executed by an officer authorized to bind you to its terms and will constitute an agreement by you to be bound by the terms and procedures set

forth herein. Please include the name and telephone number of the representative or other person Richter should contact in the event further discussion on your Offer is required.

The Offer should be addressed to BSF and delivered in a sealed envelope to the following address:

RICHTER CORPORATE FINANCE
Re: Les Boutiques San Francisco Incorporées
Raymond Massi, Partner
2200-2 Place Alexis Nihon
Montreal QC H3Z 3C2

5. For questions as to the meaning or intent of any part of this document or the Transaction, you should submit in writing a request for clarification to Richter. In order to provide time to allow a thorough evaluation of all Offers, your Offer must state that it will be irrevocable and remain open through 5:00 PM Eastern Standard Time on April 26, 2004, (the "**Due Date**") unless rejected in writing by BSF prior to that time.
6. Your Offer should also include the form and source(s) of financing of the Offer, and should be fully financed. In order for your Offer to be considered, BSF will require satisfactory evidence that your financing sources are currently available and will remain available throughout the period leading up to and including the closing.
7. The factors that BSF may consider to evaluate Offers are in its sole and absolute discretion, and without limiting the generality of the foregoing, may include, but are not limited to the following:
 - The nature of the investment, either a private placement in the context of a recapitalization of the Company, or the purchase of certain elements of the Company;
 - The total amount and form of consideration payable;
 - The form, source and availability of the financing of your Offer;
 - The conditions, if any, related to your Offer;
 - The proposed timeframe for the execution of the definitive agreements and the expected date of closing;
 - Your ability to complete the Transaction promptly following execution of definitive Transaction documentation; and
 - Your intentions with respect to the current management and employees following the closing.
8. BSF shall have no obligation to commence or continue negotiations or discussions with any interested party and may deal with any interested party alone or simultaneously with other interested parties. BSF reserves the right to not accept the highest Offer. BSF reserves the right, in its sole discretion, to reject any or all Offers and shall have no obligation to disclose any reasons therefore. BSF reserves the right, in its sole discretion, to amend or modify these procedures or the proposed terms of the Transaction for any reason at any time. None of BSF or their respective advisors shall have any liability or obligation to any interested party as a result of

the rejection of any Offer or the acceptance of the Offer of another interested party. BSF shall not be responsible for any expenses incurred by any interested party during the course of their investigation or participation in the process.

9. If BSF receives an Offer acceptable to it, BSF would expect, promptly after notifying the interested party that submitted such Offer, to enter into definitive agreements with respect to the Transaction. An offer will be accepted only when definitive agreements have been executed and delivered by BSF and the other parties thereto. BSF will not have any obligation to any interested party or with respect to any potential Transaction unless it decides to enter into definitive agreements and only as set forth in the definitive agreements. BSF reserves the right, in its sole discretion, to discontinue discussions with any interested party regarding definitive agreements at anytime during the process.
10. BSF expressly disclaims any and all liability for representations, warranties or statements contained in this document or in any other written material furnished (including the Investment Opportunity Document) or information orally transmitted to you or any other interested party. BSF will make only those particular representations and warranties set forth in the definitive agreements when, as and if such agreements are ultimately executed and delivered, and subject to such limitations and restrictions as may be contained therein. By submitting an Offer, the interested party acknowledges that it is relying solely upon its own independent investigation and evaluation of BSF.
11. We hereby advise you that nothing contained herein shall be deemed to modify any of the terms of the Confidentiality and Standstill Agreement, which shall remain in effect until terminated in accordance with its terms.
12. All communications to or with BSF should be conducted exclusively through Richter as Agent for BSF. In such capacity, Richter makes no personal representation or warranty whatsoever and disclaims any personal liability to the interested parties.

April 8, 2004

RICHTER CORPORATE FINANCE

Original signed by:
David Pelletier, LL.B., MBA

Schedule A

Submission Requirements

- 1. Form:** Your Offer should be submitted in writing, be executed by an officer authorized to bind you to its terms and will constitute an agreement by you to be bound by the terms and procedures set forth herein. It should also include all material terms on which your Offer is based including the information referred to below. Your Offer must be sent in a sealed envelope at Richter office and received by 5:00 p.m. Eastern Standard Time on April 19, 2004 at the following address:

RICHTER CORPORATE FINANCE
Re: Les Boutiques San Francisco Incorporées
Raymond Massi, Partner
2200-2 Place Alexis Nihon
Montreal, QC H3Z 3C2

The Offer must be irrevocable and remain open for acceptance until at least 5:00 p.m. Eastern Standard Time on April 26, 2004.

- 2. Interested Party Structure and Qualifications:** Each interested party should provide, as a minimum, the name of the interested party and legal status; the name of the shareholders/partners of the interested party; legal relationship between shareholders/partners of the interested party; and if a consortium, the name and legal status of each member of the consortium. The interested party is also invited to provide any additional background information on it which may assist BSF in evaluating the Offer.
- 3. Financial Matters:** For a recapitalization offer, state clearly the amount of the investment and the resulting debt and capital structure after giving effect to the recapitalization. In the event of an offer for assets to be acquired state clearly the total consideration to be paid as well as the form and source(s) of financing of the Offer. In order for the Offer to be considered, BSF will require satisfactory evidence that the financing sources (both debt and equity) are currently available and will remain available throughout the period leading up to and including the closing.

- 4. Other Items:**

Each interested party's Offer should include the following:

- a) Conditions:** Describe whether there are any conditions to your Offer.
- b) Timing to Close:** Indicate your expected date of closing.
- c) Employees:** Describe your intentions with respect to the current management and employees following the closing.
- d) Regulatory Approvals:** Describe any regulatory or governmental approvals you will require prior to the closing.

- e) Corporate/Other Approvals: If any additional corporate or third party approvals or consents are required, please describe them in detail, and provide an estimate of the timing required to obtain such approvals or consents.
5. **Governing Law**: The Offer and the Transaction shall be governed in all respects by the laws of the Province of Quebec and the laws of Canada applicable therein.

Conditions of Participation in Process

1. **Changes in Composition of an Interested Party After Offer:** If there is an addition, deletion or change in the membership of the interested party, or change of effective control of any member of the interested party after an Offer has been submitted, the interested party must notify BSF, in writing, immediately upon such change. BSF reserves the right to disqualify the interested party if, in its sole opinion, the change negatively affects the ability of the interested party to carry out the Transaction.
2. **Communications to be in Writing:** Where reference is made to a consent, approval, notice, response or other communication by the interested party or BSF, such communication shall be in writing.
3. **Costs and Expenses of the Interested Party:** BSF accept no liability for any costs or expenses incurred by the interested party. By submitting an Offer, the interested party agrees that it shall prepare the required materials at its own expense and with the express understanding that it cannot make any claims whatsoever for reimbursement from BSF for any costs and expenses associated with the investment selection process in any manner whatsoever or under any circumstances including, without limitation, the rejection of all or any of the Offers.
4. **Interest in Another Interested Parties:** The interested party shall not have any interest whatsoever in any other interested party or in the Offer of any other interested party nor enter into any arrangement, agreement or understanding either before or after the Offer Date that would have that result; provided, however, after the Due Date, the unsuccessful interested parties or members of the unsuccessful interested parties may, become involved in the Transaction.
5. **Interested Parties to Ensure They Understand the Transaction:** It is the interested party's responsibility to ensure that it has all the necessary information concerning the intent and requirements of the Transaction. The interested party is solely responsible for examining and reviewing all documents and information relevant to the Transaction, for satisfying itself as to the nature of the Transaction.
6. **Waiver:** BSF and Richter do not accept responsibility for, nor do they make any representation or warranty with respect to any information, advice, errors or omissions which may be contained in the Investment Opportunity Document, this document, the schedules, data, materials or documents disclosed or otherwise provided to the interested party, including any information previously made available to the interested party, including information provided by BSF or Richter. BSF will make only those particular representations and warranties set forth in the definitive agreements when, as and if such agreements are ultimately executed and delivered, and subject to such limitations and restrictions as may be contained therein. By submitting an Offer, the interested party acknowledges that it is relying solely upon its own independent investigation and evaluation of BSF.
7. **Governing Law:** This document and all activities connected with the Transaction shall be governed in all respects by the laws of the Province of Quebec and the laws of Canada applicable therein.

ANNEXE I

LES BOUTIQUES SAN FRANCISCO INCORPORÉES

SALLE DE CONSULTATION DES DOCUMENTS

FONCTIONNEMENT

ET

CONTENU

MARS 2004

FONCTIONNEMENT DE LA SALLE DE CONSULTATION DES DOCUMENTS

EMPLACEMENT DE LA SALLE DE CONSULTATION DES DOCUMENTS

Les Boutiques San Francisco Incorporées (la « Société ») a ouvert une salle de consultation des documents centralisée à Montréal. Cette salle peut aisément accueillir six personnes. Des salles supplémentaires sont également disponibles en cas de besoin. L'emplacement de la salle de consultation des documents est le suivant :

Fasken Martineau DuMoulin **s.r.l.**

Tour de la Bourse

800, Place Victoria

37^e étage, salle 13

Montréal (Québec)

Téléphone : 514 397 7400

Télécopieur : 514 397 7600

HORAIRE

Pour fixer ou annuler une visite de la salle de consultation des documents, il faut communiquer avec Catherine Isabelle (voir l'annexe A pour plus d'information). L'horaire de la salle de consultation des documents sera rigoureusement respecté en tout temps. Les annulations de visites doivent être signalées le plus tôt possible. La salle de consultation des documents sera ouverte de 9 h à 17 h du lundi au vendredi, lors des journées de visites prévues à l'horaire, sauf en cas de requête spéciale.

TÉLÉPHONE ET TÉLÉCOPIEUR

Tous les appels entrant devront être dirigés vers Fasken Martineau DuMoulin s.r.l. Le numéro de téléphone du standard principal est le 514 397 7400. Le numéro de téléphone de la ligne donnant un accès direct à la salle de consultation des documents est le 514 397 4324. Toutes les télécopies entrant devront être adressées à leur destinataire et envoyées au soin de Marie-France Perreault. Le numéro de télécopieur du centre de documentation central de Fasken Martineau DuMoulin est le 514 397 7600. Le coordonnateur de la salle de consultation des documents se chargera d'envoyer les documents sortant par télécopieur pour les visiteurs.

COORDONNATEURS

Des représentants de Fasken Martineau DuMoulin s.r.l. ont été désignés à titre de coordonnateurs chargés de superviser les séances de consultation dans la salle de consultation des documents et d'offrir de l'aide aux visiteurs de la salle de consultation des documents.

Les personnes suivantes seront les principales personnes-ressources de la salle de consultation des documents :

Marie-France Perreault

Fasken Martineau Dumoulin s.r.l.

514 397 5129

Sous la supervision de :

Catherine Isabelle Fasken Martineau DuMoulin s.r.l. 514 397 7491

Pour plus de détails au sujet des personnes-ressources, voir l'annexe A.

IDENTIFICATION

Tous les visiteurs de la salle de consultation des documents devront :

- présenter leur carte d'affaires au coordonnateur de la salle de consultation des documents dès leur arrivée; et
- signer le registre des présences à leur entrée et à leur sortie de la salle de consultation des documents.

Les noms et titres de tous les visiteurs de la salle de consultation des documents doivent avoir été communiqués à l'avance à Catherine Isabelle. Les coordonnateurs de la salle de consultation des documents ont reçu la directive d'en refuser l'accès à toute personne qui n'a pas fixé de rendez-vous ou qui n'était pas attendue en tant que membre de l'équipe déléguée à la salle de consultation des documents. Il est donc recommandé que tous les noms des personnes désirant se rendre à la salle de consultation des documents soient communiqués au moins 24 heures à l'avance. La procédure de contrôle des présences énoncée ci-dessus est valable pour toutes les visites prévues, qu'elles soient consécutives ou non.

CONDITIONS

Aucune déclaration ni aucune garantie, explicite ou implicite, n'est faite ou donnée quant à l'exactitude, l'intégralité ou la justesse de l'information, et la Société, ses filiales, leurs dirigeants ou conseillers respectifs n'engagent aucunement leur responsabilité quant à l'exactitude, l'intégralité ou la justesse de l'information contenue dans la salle de consultation des documents ou à toute erreur, omission ou inexactitude, commise par négligence ou autrement, à l'égard de cette information.

CONTENU DE LA SALLE DE CONSULTATION DES DOCUMENTS

Une liste de contrôle exhaustive recensant l'information contenue dans la salle de consultation des documents est reproduite à l'annexe B.

ACCÈS À LA DOCUMENTATION

Tous les documents pouvant être examinés seront placés dans la salle de consultation des documents et seront identifiés. Il est interdit de sortir des documents de la salle de consultation des documents. Les coordonnateurs de la salle de consultation des documents ont reçu la directive de faire un inventaire complet de la salle de consultation des documents à la fin de chaque journée.

Pendant l'examen des documents, les visiteurs de la salle de consultation des documents sont autorisés à prendre des notes. De plus, les demandes raisonnables d'exemplaires de documents seront acceptées.

DEMANDE D'INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE

Dans l'éventualité où une personne exprimerait le désir d'obtenir des informations qui ne se trouvent pas dans la salle de consultation des documents, elle doit produire par écrit une demande d'information supplémentaire au coordonnateur de la salle de consultation des documents. Les formulaires de demande d'information se trouvent à l'annexe C. La Société évaluera la pertinence et le caractère raisonnable de la demande d'information supplémentaire. Elle se pliera avec diligence aux demandes d'information supplémentaire qui ont été acceptées et communiquera les informations demandées selon leur disponibilité.

ANNEXE A

**SALLE DE CONSULTATION DES DOCUMENTS -
PERSONNES-RESSOURCES**

| Nom / Adresse | Téléphone Télécopieur | Adresses électroniques |
|---|--|---|
| <p>Laurent Mériaux Les Boutiques San Francisco Incorporées 50, rue de Lauzon Boucherville (Québec) J4B 1E6</p> | <p>Téléphone : 450 449 1313 Télécopieur : 450 449 1317</p> | <p>lmériaux@bsf.ca</p> |
| <p>Catherine Isabelle Avocate responsable FASKEN MARTINEAU DUMOULIN s.r.l. Tour de la Bourse Bureau 3400, C.P. 242 800, Place Victoria Montréal (Québec) H4Z 1E9</p> | <p>Téléphone : 514 397 7491 Télécopieur : 514 397 7600 Cellulaire : 514 743 7491</p> | <p>cisabelle@mtl.fasken.com</p> |
| <p>Marie-France Perreault Superviseur FASKEN MARTINEAU DUMOULIN s.r.l. Tour de la Bourse Bureau 3400, C.P. 242 800, Place Victoria Montréal (Québec) H4Z 1E9</p> | <p>Téléphone : 514 397 5129 Télécopieur : 514 397 7600</p> | <p>mperreault@mtl.fasken.com</p> |
| <p>Francine Vaillancourt (Secrétaire de Catherine Isabelle)</p> | <p>Téléphone : 514 397 4366 Télécopieur : 514 397 7600</p> | <p>fvailancourt@mtl.fasken.com</p> |
| <p>Ginette Brosseau (Soutien technique – 24 h)</p> | <p>Téléphone : 514 397 7430 Cellulaire : 514 927 7430</p> | <p>gbrosseau@mtl.fasken.com</p> |

ANNEXE B

LISTE DE CONTRÔLE DES DOCUMENTS CONTENUS DANS LA SALLE DE CONSULTATION DES DOCUMENTS

Voir les documents ci-joints.

ANNEXE C
FORMULAIRES DE DEMANDE D'INFORMATION

FORMULAIRE DE DEMANDE D'INFORMATION

❖ Information demandée :

Demandé par : _____

Société : _____

Signature : _____

Date : _____

ANNEXE D

FORMULAIRE DE DEMANDE D'EXEMPLAIRES

FORMULAIRE DE DEMANDE D'EXEMPLAIRES

❖ Exemplaires demandés :

Demandé par : _____

Société : _____

Signature : _____

Date : _____

LES BOUTIQUES SAN FRANCISCO INCORPORÉES

DATA ROOM

**PROCEDURES
AND
CONTENTS**

MARCH 2004

DATA ROOM PROCEDURES

LOCATION OF DATA ROOM

Les Boutiques San Francisco Incorporées (the “Corporation”) has established a centralized data room in Montreal. The data room seats 6 people comfortably. Additional rooms are available if required. The location of the data room is the following:

Conference room number 13
Fasken Martineau DuMoulin LLP
The Stock Exchange Tower
37th Floor
800 Victoria Square
Montreal, Quebec
Telephone: 514 397 7400
Fax: 514 397 7600

SCHEDULING

Catherine Isabelle (see Appendix A for information) should be contacted to schedule data room visits (or to cancel scheduled visits). Strict adherence to the data room schedule will be required. Cancellations of scheduled visits should be communicated as soon as possible. On scheduled visit days, the data room will be made available from 9:00 a.m. to 5:00 p.m. Monday through Friday except for special requests.

TELEPHONE AND FAX

Incoming calls should be directed to Fasken Martineau DuMoulin LLP. The main switchboard telephone number is 514 397 7400. The direct line to the data room is 514 397 4324. Incoming faxes should be addressed to the recipient and sent care of Marie-France Perreault. The fax number in Fasken Martineau DuMoulin’s central documentation centre is 514 397 7600. Outgoing faxes will be sent on behalf of the visitors by the data room coordinator.

COORDINATORS

Representatives from Fasken Martineau DuMoulin LLP have been assigned to act as coordinators and to supervise the data room consultation sessions and provide assistance to the data room visitors.

The following individuals will be the primary contacts at the data room:

Marie-France Perreault Fasken Martineau Dumoulin LLP 514 397 5129

Under the supervision of:

Catherine Isabelle Fasken Martineau DuMoulin LLP 514 397 7491

More detailed contact information is provided in Appendix A.

IDENTIFICATION

All data room visitors will be asked to:

- Produce a business card for the data room coordinator upon arrival; and
- Sign in and out of the data room using a supplied Attendance Log Form.

The names and titles of all data room visitors must be communicated in advance to Catherine Isabelle. The data room coordinators are instructed to refuse access to the data room to any individual not scheduled or not expected to be part of the delegated data room team. It is therefore advised that all names be communicated at least 24 hours in advance of all scheduled data room visits.

The above attendance control procedures will apply for all scheduled visits, consecutive or not.

TERMS

No representation or warranty (express or implied) is given as to the accuracy, completeness or fairness of the information and no liability or responsibility is accepted by the Corporation or any of its subsidiaries or by any of their respective officers or advisors for the accuracy, completeness or fairness of the information contained in the Data Room or for any errors, omissions or misstatements, negligent or otherwise, relating to such information.

DATA ROOM CONTENTS

A complete checklist of the information contained in the data room is included in Appendix B.

It is important to note that certain documents in the data room will be in the French language.

ACCESS TO DOCUMENTATION

All documents available for review will be placed in the data room and identified. Removing documents from the data room is not permitted. The data room coordinators are instructed to take a complete inventory of the data room contents at the end of each day.

During document review, data room visitors are permitted to take notes. Reasonable requests for copies of documents will be permitted.

ADDITIONAL INFORMATION REQUESTS

In the event that interest is expressed for additional information not contained in the data room, requests for additional information may be made in writing and presented to the data room coordinator. Information Request Forms are included in Appendix C. The Corporation will evaluate the request for additional information for relevance and reasonableness. The Corporation will address accepted additional information requests diligently and communicate such information as may be made available in response to such requests.

APPENDIX A

DATA ROOM CONTACTS

| Name / Address | Telephone Telecopier | E-mail Addresses |
|---|--|--|
| Laurent Mériaux Les Boutiques San Francisco Incorporées 50, de Lauzon Street Boucherville, Québec J4B 1E6 | Telephone: 450 449 1313 Fax: 450 449 1317 | lmeriaux@bsf.ca |
| Catherine Isabelle Responsable Attorney FASKEN MARTINEAU DUMOULIN LLP Stock Exchange Tower Suite 3400, P.O. Box 242 800, Square Victoria Montreal Québec H4Z 1E9 | Telephone: 514 397 7491 Fax: 514 397 7600 Cell: 514 743 7491 | cisabelle@mtl.fasken.com |
| Marie-France Perreault Supervisor FASKEN MARTINEAU DUMOULIN LLP Tour de la Bourse Suite 3400, P.O. Box 242 800 Square Victoria Montreal, Québec, H4Z 1E9 | Telephone: 514 397 5129 Fax: 514 397 7600 | mperreault@mtl.fasken.com |
| Francine Vaillancourt (Assistant – Catherine Isabelle) | Telephone: 514 397 4366 Fax: 514 397 7600 | fvallancourt@mtl.fasken.com |
| Ginette Brosseau (Technical Support – 24h) | Telephone: 514 397 7430 Cell: 514 927 7430 | gbrosseau@mtl.fasken.com |

APPENDIX B
DATA ROOM CHECKLIST

See attached Documents.

APPENDIX C
INFORMATION REQUEST FORMS

INFORMATION REQUEST FORM

❖ Information requested:

Requested by: _____

Company: _____

Signature: _____

Date: _____

APPENDIX D
COPY REQUEST FORMS

COPY REQUEST FORM

❖ Copies requested:

Requested by: _____

Company: _____

Signature: _____

Date: _____

ANNEXE J

Les Boutiques San Francisco Incorporées - Avis pour le report du dépôt des offres

À l'attention de (nom de la personne responsable et de la société)

Monsieur,

Considérant que plusieurs parties intéressées ont soulevé le court laps de temps consenti aux termes des procédures de soumission et afin de permettre à toutes les parties intéressées de compléter leur analyse et de soumettre une offre complète, le comité spécial du Conseil d'administration de *Les Boutiques San Francisco Incorporées* (la "Société") a reporté la date fixée pour le dépôt des offres relatives à la restructuration financière de la Société ou à l'achat de certains éléments de celle-ci au **lundi 26 avril 2004 à 17h00**.

De plus, toute offre soumise devra indiquer qu'elle sera irrévocable et demeurera valable jusqu'à 17h00 le 3 mai 2004 ("date d'échéance").

Toutes les autres directives énoncées dans les procédures de soumission qui vous ont été transmises relativement à ce processus d'appel d'offres demeurent applicables.

Toute clarification ou question relative au présent avis doit être formulée à l'un des représentants de Richter Financement corporatif.

David Pelletier, LL.B., MBA
Conseiller
Richter Financement corporatif
(514) 934-3417

c.c. Le comité spécial du Conseil d'administration de *Les Boutiques San Francisco Incorporées*

Les Boutiques San Francisco Incorporées - Deadline to submit an offer

Attention : (name of the person responsible and Company Name)

Dear Sir,

Considering that several interested parties have raised the limited timeframe set under the Bidding Procedures and in order to allow all interested parties to complete their analysis and formulate complete offers, the Special Committee of the Board of Directors of *Les Boutiques San Francisco Incorporées* (the "Company") has extended the deadline for submission of offers for the recapitalization of the Company or, alternatively, offers for the purchase of certain elements of the Company, to **April 26, 2004 at 5:00 PM**.

Also, any offer must state that it will be irrevocable and remain open through 5:00 PM on May 3, 2004 ("Due Date").

All other directions described in the Bidding Procedures relating to this matter previously forwarded to you remain the same.

Any and all clarification or questions relating to the foregoing should be addressed to one of the representatives of Richter Corporate Finance.

David Pelletier, LL.B., MBA
Associate
Richter Corporate Finance
(514) 934-3417

cc: The Special Committee of the Board of Directors of *Les Boutiques San Francisco Incorporées*